



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°1895 LUNDI 23 DÉCEMBRE 2013

## ÉLECTIONS LOCALES

### Les jeunes du PCT demandent leur juste place

Dans la perspective des élections prévues au Congo pour renouveler les conseils locaux, les jeunes de la Force montante congolaise sont montés au créneau pour revendiquer une représentation équitable sur les listes du Parti congolais du Travail.

En clôturant les travaux de la session inaugurale de la Force montante du Congo, l'organisation des jeunes affiliés au parti au pouvoir, son secrétaire général Juste-Bernadin Gavet, a insisté sur la nécessité pour les jeunes du PCT d'être présents aux différents fronts du mouvement à l'instar de leurs aînés. « À l'image de nos anciens, nous devons faire preuve d'engagement et de courage », a-t-il soutenu.

Page 2

## FOOTBALL

### Le Gabon remporte la coupe de la Cémac

Les Panthères du Gabon ont inscrit son nom sur la liste des vainqueurs de la Coupe de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) en emportant samedi, à domicile, la huitième édition de la compétition, aux dépens de Fauves du Bas-Oubangui de la République centrafricaine qu'il a battus sur le score de deux buts à zéro.

Le Congo, vainqueur de l'édition passée, a terminé troisième en battant vendredi, lors du match de classement joué à Franceville, le Cameroun par deux buts à un.

Page 14

## ÉDITORIAL Fraternité

Page 2



Antoine Ngakosso

## Loi de finances 2014 L'État veut alléger la charge fiscale des contribuables

Le budget de l'État exercice 2014, adopté le 21 décembre par l'Assemblée nationale, préconise la mise en place d'un système fiscal « plus simple, équitable, attractif et concurrentiel » selon le directeur général des impôts et des domaines. Antoine Ngakosso qui a présenté les grandes lignes de ces dispositions fiscales au public a inscrit ces changements dans l'optique de consolider le climat des affaires au Congo. Les réformes envisagées s'appuient notamment sur la baisse des taux, l'élargissement de l'assiette fiscale et la réduction du nombre d'échéances.

Page 5

## Affaire Ntsourou

### L'Upads s'élève contre « la survivance des milices »



Le député Honoré Sayi de l'Upads lisant sa déclaration. (© DR)

Le principal parti de l'opposition congolaise, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), a condamné, dans une déclaration publiée le 20 décembre à Brazzaville, le maintien des milices par certaines personnalités congolaises.

Renvoyant dos-à-dos les différents protagonis-

nistes des affrontements qui ont perturbé la quiétude lundi dernier à Brazzaville, l'ancien parti au pouvoir a interpellé les autorités gouvernementales qu'il accuse de vouloir recourir systématiquement à la violence pour régler les problèmes.

Page 3

## BIENS MAL ACQUIS

### Un problème politique et médiatique selon Denis Sassou N'Guesso

Dans une interview accordée au magazine français Paris Match lors de son dernier séjour en France, le président de la République du Congo a réagi sur plusieurs sujets d'actualité dont la FrancAfrique et la fameuse affaire dite des biens mal acquis. « Le vrai problème n'est pas juridique, il est politique et médiatique », pense Denis Sassou N'Guesso au sujet de cette dernière affaire dont la qualification sape à première vue la présomption d'innocence des inculpés.

Page 7



## ÉDITORIAL

## Fraternité

Alors que les chrétiens s'apprêtent à fêter la naissance du Christ, les événements tragiques qui se déroulent à notre porte nous conduisent à méditer la leçon universelle qu'enseignent à leurs fidèles les religions, toutes les religions sans exception, qu'elles soient monothéistes ou panthéistes : l'on ne peut vivre libre dans une société libre que si l'on fonde ses croyances, ses engagements sur le respect de l'autre. L'autre, c'est-à-dire le frère ou la sœur qui, près de nous, croit en un autre Dieu, se soumet à d'autres rites, écoute la parole d'autres prophètes.

Ce que nous rappellent durement les tueries qui ensanglantent depuis des semaines le sol de notre voisine et notre sœur, la République de Centrafrique, c'est qu'en quelques heures, en quelques minutes, la foi peut se muer en une soif de vengeance, en un réflexe de violence qui détruit l'unité d'un pays. Quels que soient les premiers responsables du massacre, ils déclenchent inexorablement une spirale de violence que personne ne peut plus enrayer. Aussi convient-il de tout mettre en œuvre tant qu'il en est temps afin d'empêcher le funeste processus de s'enclencher.

Il fut un moment de l'histoire moderne où l'on imaginait révolu le temps des guerres de religion, des croisades. Épouvantés par les horreurs de la Shoah, dont les juifs avaient été victimes, les gouvernements s'employaient à mettre en place des dispositifs internationaux assez forts pour conjurer les fanatismes. Quant aux autorités suprêmes des religions, elles s'efforçaient de nouer des dialogues constructifs afin d'empêcher le retour de la violence dans les lieux de culte. Mais il faut croire que le modernisme n'a en rien diminué la tendance naturelle de l'homme à se détruire au nom de Dieu, d'Allah ou de Yahweh puisqu'un pays où chrétiens et musulmans vivaient depuis longtemps en bonne intelligence a sombré sous nos yeux dans la violence aveugle.

À la veille de Noël, prions donc pour que du sommet des Églises retentisse l'appel à la paix, à la tolérance, au dialogue, à la fraternité que chacun d'entre nous attend et espère. Prions aussi pour que cet appel soit relayé chez nous au sein même des communautés religieuses auxquelles tant de Congolais appartiennent. Employons-nous à conjurer le mauvais sort !

Les Dépêches de Brazzaville

## ÉLECTIONS LOCALES

## La Force montante congolaise sollicite un quota considérable pour les jeunes

À l'occasion de la clôture de la session inaugurale de la Force montante congolaise (FMC), jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), le premier secrétaire de ce mouvement juvénile, Juste-Bernadin Gavet, a sollicité du secrétariat permanent du parti de leur octroyer un quota important sur les listes des prochaines élections locales prévues en 2014.

La session inaugurale de cette organisation, qui s'est tenue les 18 et 19 décembre à Brazzaville, a permis aux jeunes du PCT d'élaborer une feuille de route articulée autour de

l'installation des organes de base et intermédiaires du mouvement sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger, ainsi que l'entame d'une vaste campagne d'adhésion. Par ailleurs, le premier secrétaire de la FMC a exhorté ses collègues à perpétuer l'héritage de leurs aînés, à savoir l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et le Comité d'action pour la défense de la démocratie-Mouvement de jeunesse. « À l'image de nos anciens, nous devons faire preuve d'engagement et de courage », a-t-il déclaré. Juste-Bernadin Gavet a appelé ses amis à intérieurser

la devise de leur mouvement, à savoir « Le présent est à la lutte, l'avenir à la jeunesse ».

Prenant la parole pour son mot de clôture, le secrétaire permanent du PCT chargé de la jeunesse, Fernand Sabaye, remplaçant le secrétaire général, a indiqué que le PCT mettrait tout en œuvre pour la traduction dans les faits des recommandations arrêtées lors de la session inaugurale de la FMC. Il a salué, par ailleurs, la mobilisation des jeunes à cette session qui marque le début officiel des activités de cette organisation juvénile.

Roger Ngombé

## FORMATION

## Les agents du protocole appelés à intérioriser les notions acquises

Le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Baptiste Ondaye, a exhorté les participants au séminaire méthodologique de réactualisation et de renforcement des compétences des cadres et agents du protocole, tenu du 17 au 20 décembre à Brazzaville, à intérioriser les notions et techniques apprises pour un fonctionnement harmonieux de leurs administrations

« Je voudrais ici souligner l'intérêt des participants à intérioriser les notions et techniques apprises ou à réviser

ainsi que d'autres administrations, les participants ont eu droit à des exposés faits par des experts en la matière venus de différents pays ainsi qu'à des supports dont le but était de s'imprégner des notions fondamentales de gestion de protocole et de se familiariser avec les symboles et distinctions honorifiques qui consacrent le caractère souverain de la République.

Cette rencontre a été l'occasion pour les séminaristes de renforcer leurs capacités techniques, d'améliorer leurs perfor-

manières d'être et d'agir. Car, comme l'a rappelé le secrétaire général de la présidence de la République, la non-maîtrise de ces notions et surtout l'ignorance de ces symboles et distinctions posent réellement les questions cruciales du fonctionnement de nos administrations. « Comment pourrions-nous penser le fonctionnement harmonieux de nos administrations, institutions si au préalable les dispositions protocolaires qui devaient permettre de les régir sont méconnues, mal assimilées ou tout simplement ignorées ? »

« Ce séminaire, a-t-il poursuivi, appelle nécessairement un changement d'attitudes et de comportement de chacun et de tous. Un changement de mentalité tel que l'envisage le chef de l'État. Les sujets abordés et développés ont répondu à nos attentes. Je vous exhorte à approfondir votre savoir par une connaissance des questions de préséance, de quelques formules de politesse et de savoir-vivre international, des honneurs protocolaires. » Il a souhaité que des formations similaires soient constamment organisées pour une harmonisation effective des connaissances protocolaires.

Jean-Jacques Koumbemba



Des participants au séminaire. (© DR)

leurs connaissances du protocole, les symboles et les distinctions honorifiques de notre République qu'une frange importante de notre population ignore », a-t-il déclaré.

Au cours de ce séminaire, qui a réuni les cadres et agents du protocole national

mances et parfaire leurs connaissances sur certaines généralités, parmi lesquelles l'art de recevoir, les manières à table, les honneurs et les visites, les techniques de rédaction des correspondances administratives, bref un savoir qui a mis un accent particulier sur les

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou  
Service Société : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service)  
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya  
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

## Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali  
Politique : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa  
Société : Lucien Dianzenza  
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole  
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou  
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris  
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Comptabilité : Marie Mendy

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Adhdas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngonu

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Nsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel  
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma  
Assistante : Laura Ikambi  
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France  
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80  
[www.lagaleriecongo.com](http://www.lagaleriecongo.com)

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)  
38 rue Vaneau 75007 Paris  
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80



## AFFAIRE NTSOUROU

## L'Upads condamne la survivance des milices privées

Suite à l'incident occasionné par la procédure de perquisition du domicile du colonel Marcel Ntsourou, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a, dans une déclaration rendue publique le 20 décembre à Brazzaville, condamné la survivance des milices privées.

Elle a également condamné ce qu'elle a appelé le recours systématique et exagéré à la force des armes par les pouvoirs en lieu et place de l'application intelligente de la loi qui offre plusieurs possibilités de solutions. Pour cette formation politique, le recours aux armes de guerre pour résoudre tout problème relève de la logique vicieuse du terrorisme d'État remis à jour par le pouvoir en place depuis son retour aux affaires. Il est à penser, poursuit la déclaration, que cette logique pourrait à terme déboucher sur un passage en force de la révision inopportune de la constitution. Elle a aussi déploré le fait que les moyens militaires disproportionnés employés pour cette opération, dite de maintien de l'ordre public, n'aient pas été utilisés pour la protection de la souveraineté de notre pays chaque fois que l'espace du territoire national a été violé par des forces étrangères au niveau de nos frontières, comme récemment à Kimongo et à Tchamba-Nzassi.

Enfin, sans préjuger des objectifs réels de cette opération de police, l'Upads a réitéré son souci de la préservation de la paix et de l'unité nationale, du respect de la pérennité de la pratique sans équivoque du droit, ainsi que de l'engagement gravé sur un char à l'entrée de la résidence privée du chef de l'État, à savoir « Plus jamais ça ».

Jean-Jacques Koumbemba

## TÉLÉDISTRIBUTION NUMÉRIQUE

## Startimes s'installe au Congo-Brazzaville

La société chinoise de télédistribution a signé le 21 décembre à Brazzaville avec la République du Congo, à travers le Conseil supérieur de la liberté de communication, la convention portant autorisation d'exploitation de la télédistribution numérique au Congo.

La vision de cette société, qui existe depuis 2005, est de faire que toutes les familles congolaises et africaines accèdent à la télévision numérique à moindre coût. Startimes est présente dans plusieurs pays africains. Il a un bouquet de près de cent soixante chaînes de télévision diffusant des programmes variés : information, musique, jeunesse, sport, divertissement, découverte, religion...

L'installation de cette société au Congo s'inscrit dans le cadre des activités relatives au passage de l'analogique au numérique à l'horizon 2015.

Les décodeurs de Startimes sont simples à utiliser. Ils n'ont pas besoin d'une antenne extérieure pour la diffusion. Une petite antenne placée à côté de la télévision permet aux usagers

d'accéder aux chaînes de télévision au moyen d'une puce qui doit être introduite dans le décodeur qui, selon le responsable de la communication de cette société, Rodrigue Kalombo, n'est pas difficile à ma-

les obligations, les devoirs et les responsabilités des deux parties contractantes. Ils spécifient également les conditions de révision et de rupture du contrat. Pour la partie congolaise, la convention a été paraphée par le président du



L'échange de parapheurs entre les deux parties

La convention signée entre la société Startimes Congo Médias et le Conseil supérieur de la liberté de communication compte quarante articles qui définissent clairement

le Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, et pour la société Startimes Congo Médias par le directeur général de cette structure, Liu Shen.

Roger Ngombé

## LE FAIT DU JOUR

## Psychose

Pour avoir vécu pire l'avant-dernière décennie, les Congolais ont acquis un réflexe infaillible : s'il survient un trouble à l'ordre public de nature à occasionner des pertes en vies humaines, il faut quitter les lieux au plus vite, tout abandonner au besoin, l'essentiel étant de garder ses jours saufs. Le 16 décembre dernier, quand a éclaté la fusillade au cœur du grand quartier général des Forces armées congolaises, où se déroulait le siège du domicile du colonel Marcel Ntsourou, cet automatisme a fonctionné à merveille parmi les Brazzavillois.

Fonctionnaires, commerçants, manutentionnaires, vendeuses, élèves, étudiants et promeneurs solitaires avaient en effet décidé, à pied ou en voiture, d'évacuer bureaux, marchés, classes et rues pour gagner leurs résidences habituelles sans parfois savoir, ou même chercher à savoir ce

qui se passait réellement. Il est vrai que la veille, sur la foi de déclarations d'officiels des forces de sécurité, les médias avaient rapporté un échange de tirs entre une patrouille de police et des individus dont le signalement n'était pas révélé. La scène avait eu lieu au Plateau des 15 ans, à Mungali, le quatrième arrondissement de Brazzaville. Les versions entendues allaient du braquage d'un commerce à l'agression délibérée de policiers en service.

« Bandits armés », comme cela était dit, l'expression peut couvrir de simples braqueurs en quête de prébendes l'avant-veille des fêtes de fin d'année, ou encore de groupuscules organisés, déterminés à en découdre avec l'ordre établi. Dans les deux cas, la force publique a l'obligation de rétablir la quiétude. Mais en l'absence de précisions sur la provenance des assaillants, le message des autorités

de police appelant le même jour la population à « vaquer librement à ses occupations », avait rassuré l'opinion. Pour un temps finalement, si l'on considère la soudaine remontée de tension le lendemain matin. Des personnes mieux informées avaient néanmoins soupçonné ce retournement dès lors que les forces de l'ordre s'étaient nuitamment déployées sur le lieu supposé du repli des réfractaires du Plateau des 15 ans.

Le dénouement du 16 décembre étant celui que tout le monde a vu, il importe ici de signaler un fait majeur qui concerne la population civile congolaise : elle est lasse de guerre et refuse de revivre les années de sang qui l'ont tant endeuillée. Dans une certaine mesure, on peut dire qu'elle est fatiguée de ne pas savoir que demain sera un jour meilleur, qu'ayant consenti de lourds sacrifices sur le

chemin du retour à la tranquillité, elle n'est toujours pas au bout de ses peines. Elle partage les mêmes appréhensions avec ces hommes d'affaires, si nombreux, qui ont choisi d'investir au Congo en tablant sur la stabilité retrouvée, avec ces diplomates qui ont longtemps témoigné du retour de la paix dans le pays, avec les États voisins qui citent Brazzaville et ses institutions en exemples pour avoir su rebâtir la nation après de longues années de déchirements.

La population civile congolaise a montré à travers la course qu'elle a engagée dans les rues de la capitale, qu'elle était d'ailleurs prête à abandonner pour l'intérieur du pays, voire pour Kinshasa voisine aussitôt l'éclatement des tirs le 16 décembre, qu'elle n'en peut plus de vivre dans la psychose des violences armées.

Gankama N'Siah

Brazzaville, le 10 décembre 2013

N°/Réf:..... BCH/DG/DAM/SMG-13

## Objet : AVIS D'APPEL D'OFFRES N°03/2013

**La Banque Congolaise de l'Habitat (BCH)**, dans le cadre de son programme d'investissement 2013 – 2014 a l'intention d'implanter une agence bancaire à **Ouessou** dans le département de la Sangha. De ce fait, elle lance le présent appel d'offre relatif aux **Travaux de construction d'un bâtiment R+1**.

**La Banque Congolaise de l'Habitat** sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :

- Installation de chantier ;
- Terrassements et travaux préparatoires;
- Gros œuvre ;
- Etanchéité ;
- Menuiserie bois et vitrerie ;
- Métallerie ;
- Miroiterie ;
- Revêtements sol et Murs;
- Peinture ;
- Plomberie sanitaire;
- Électricité courant fort/courant faible ;
- Climatisation - ventilation;
- Sécurité incendie ;
- Voirie et réseaux divers.

La passation du marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **la Direction de la Banque Congolaise de l'Habitat, Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville, BP 987 – République du Congo, Tél. : (+242) 22.281.25.88**

**Fax : (+242) 22.281.33.56 – Email : bch@bch.cg / Site web : www.bch.cg** et consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous mentionnée du **lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures 30 minutes**.

Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent, entre autres, la régularité de la situation du candidat soumissionnaires par rapport à l'administration fiscale.

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'Offres complet à l'adresse ci-dessous mentionnée contre un paiement en espèces non remboursable de **Deux cent mille (200.000) FCFA**.

Les offres devront être adressées à l'attention du **Directeur Général de la Banque Congolaise de l'Habitat et déposées au bureau d'ordre central (porte 105), 1<sup>er</sup> étage, siège social de la Banque Congolaise de l'Habitat au plus tard le 15 janvier 2013 à 12 heures piles, heure locale**.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres financières seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents, cinq jours après la date limite de dépôt des soumissions à **10 heures piles, heure locale, dans la salle de réunion du siège de la Direction Générale de la Banque Congolaise de l'Habitat, Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville, République du Congo**.

Les offres doivent comprendre une garantie d'offre de **3% du montant de l'offre financière hors taxes proposée**.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

**Direction Générale de la Banque Congolaise de l'Habitat, Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville, BP 987 – République du Congo,**

**Tél. : (+242) 22.281.25.88**

**Fax : (+242) 22.281.33.56**

**Email : bch@bch.cg / Site web : www.bch.cg**

Le Directeur Général  
  
**Fadhel GUIZANI**



## LOI DE FINANCES 2014

## D'encourageantes réformes fiscales signalées

**L'administration fiscale congolaise entrevoit un système fiscal simple, équitable, attractif et concurrentiel. Elle propose pour 2014 la baisse des taux, l'élargissement de l'assiette fiscale, la réduction du nombre d'échéances des obligations déclaratives et de paiements des impôts.**

Le directeur général des impôts et des domaines, Antoine Ngakosso, l'a affirmé en indiquant les grandes lignes des dispositions fiscales continues dans l'avant-projet de loi de finances pour l'année 2014. Celles-ci s'articulent autour de huit points, à savoir la réforme de l'IRPP (l'impôt sur le revenu des personnes physiques) ; la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés (IS) ; le relèvement du taux de déduction des dépenses liées au mécénat des activités sportives ; la réforme de la patente ; la réduction du nombre d'échéances déclaratives et de paiements de certains impôts ; l'institution du régime fiscal des zones économiques spéciales et industrielles ; l'institution de la taxe d'occupation des locaux et du régime fiscal des zones franches de santé.

S'agissant de la première réforme, le système global d'imposition des revenus a montré des limites en

raison de la non-souscription des déclarations par les détenteurs des différentes catégories de revenu. Ainsi pour 2014, l'administration fiscale propose de passer au système dual d'imposition des revenus. Le système d'imposition cédulaire vise la maîtrise des assiettes des différentes cédules ou catégories de revenus afin de les imposer de la même façon. Aussi, l'imposition duale des revenus sera composée de quatre cédules : la cédule des revenus du travail, d'affaires, des biens ou du capital et des autres revenus. Le taux d'imposition de la première cédule sera progressif, comme dans le système global d'imposition. Trois allègements seront prévus : le relèvement du seuil de revenu annuel (le plus bas) imposable de 200 à 464 000 FCFA, compte tenu du SMIG fixé à 50 400 FCFA par mois ; la réduction du nombre de tranche d'imposition de 5 à 4 tranches ; la diminution du taux marginal d'imposition qui passe de 45 à 40%.

**Davantage de réductions**

Dans la deuxième cédule, le taux d'imposition sera un taux proportionnel de 30%. Les revenus de la troisième cédule seront imposés à un taux proportionnel de 15%. Ainsi le taux de l'impôt sur le re-

venu des valeurs mobilières passera de 20 à 15%. Le taux d'imposition des revenus de la dernière cédule sera le plus faible possible serait à 5%.

Concernant la deuxième réforme, le taux de l'IS passera de 33 à 30%. Tel est l'un des engagements pris par le Congo dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires. Quant à la troisième, il passe de 0,5 pour mille à 0,5 pour cent. Cela pour encourager les entreprises à sponsoriser les activités sportives.

La complexité du mode de calcul de la patente nécessite une simplification. Par conséquent, il est prévu la suppression de certains éléments tels que le fonds national d'investissement et la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels. Le chiffre d'affaires annuel hors taxes est désormais la nouvelle base de calcul. Sa liquidation se fera sur la base d'un barème à taux multiples, regressifs, par tranches de chiffre d'affaires. Parmi les causes du mauvais classement du Congo par le Doing Business figure le nombre importants des échéances fiscales (déclarations et paiements) occasionnant aux entreprises une perte de temps. Les modifications envisagées visent à la réduction de ce nombre par le regroupe-

ment entre le 10 et le 20 de chaque mois.

Pour rendre son économie attractive et compétitive, le Congo s'est engagé à développer les zones économiques spéciales et industrielles. Ces régimes comportent des dispositions fiscales spécifiques portant aussi bien sur les impôts d'État que sur les impôts locaux.

**Une taxe remplace d'autres**

La taxe d'occupation des locaux est créée en remplacement de la taxe d'habitation et de la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels. Elle vise à allouer des ressources pérennes aux communautés urbaines. Le tarif de la taxe d'occupation des locaux est déterminé annuellement. Pour les locaux à usage d'habitation au centre-ville, elle est fixée à 60 000 FCFA et 12 000 FCFA dans les périphéries. Cette tarification concerne les six communes de plein exercice ainsi que les chefs-lieux des départements et des districts. Les locaux à usage professionnel, par catégorie d'entreprises, 60 000 FCFA pour les petites entreprises et autres professions patentables ; 120 000 FCFA pour les moyennes entreprises et 1,2 million FCFA pour les grandes entreprises.

Concernant la dernière réforme, le régime fiscal des zones franches de santé vise l'installation de deux grands hôpitaux privés de référence internationale. Les avantages fiscaux se déclinent comme suit : l'exonération totale de la fiscalité directe et indirecte de l'entreprise et l'exonération permanente de l'IRPP pour les médecins et le personnel qualifié. « Un tel régime peut être également institué dans le domaine de l'enseignement supérieur les années à venir », a émis Antoine Ngakosso.

Il a déclaré que l'année 2014, au plan fiscal, est celle de l'amélioration de la crédibilité de l'administration fiscale. Celle-ci serait fondée sur les rapports de confiance mutuelle entre les contribuables et l'administration fiscale en vue de sécuriser les recettes fiscales. « En 2014, une action forte sera menée sur la maîtrise du fichier de l'impôt foncier à travers la mise en application des quartiers fiscaux dans chaque arrondissement de Brazzaville », a annoncé Antoine Ngakosso. « Je veillerai au respect des règles d'éthique et déontologiques pour que la liquidation de l'impôt se fasse dans la transparence, gage de la confiance et de la crédibilité de notre système fiscal », a-t-il conclu.

Nancy France Loutoumba

## TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

## Le Congo fait des progrès significatifs

**Le cinquième rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) Congo 2012 exercice 2013, bien qu'encore non publié, est d'ores et déjà bien apprécié par l'administrateur indépendant.**

Cette structure indépendante l'a signifié à l'occasion de la cérémonie de remise dudit document au Comité exécutif de l'Itie, le 18 décembre à Brazzaville, qui devra l'examiner en urgence avant sa publication définitive. Cette cérémonie a été patronnée par le ministre délégué au Plan et à l'Intégration, Léon-Raphaël Mokoko.

Fair Liks, la structure indépendante qui a examiné minutieusement le dossier du Congo, a apprécié davantage le rapport du Congo. Selon Fair Liks, deux aspects essentiels sont entrés en ligne de compte pour donner un avis favorable au dossier du Congo. De prime à bord, l'administrateur indépendant relève le fait que ce cinquième rapport de l'Itie Congo est réalisé sur la base des nouvelles normes de l'Itie 2013, adoptées récemment à Sydney, jugées plus exigeantes en termes de fiabilité des données et de crédibilité des déclarations. L'autre point fort que l'administrateur indépendant a relevé dans le rapport du Congo, c'est que, malgré qu'il soit pour la première fois élargi au secteur des mines, ce



Léon-Raphaël Mokoko entouré des responsables du comité de l'Itie Congo. (© Adiac)

cinquième rapport ne présente pas de défaillances. Ce qui a convaincu et surtout poussé les spécialistes de cette structure indépendante à donner, bien que prématuré et à mi-parcours du processus, un avis somme toute favorable au dossier du Congo.

En effet, dans l'examen du dossier du Congo, l'administrateur indépendant a dit avoir procédé par comparaison des données publiées par l'État à travers le Parlement pour convaincre l'opinion internationale avec les données déclarées par les entreprises, afin d'évaluer leur fiabilité. « Nous avons montré cette fiabilité à travers la validation des données déclarées par les entreprises et des informations financières présentées au Parlement par l'État que les recettes fiscales issues des industries

extractives étaient cohérentes avec ce que les entreprises ont déclaré avoir payé », a indiqué le directeur de Fair Liks, Anton MÈlard de Feuarden, à l'issue de la cérémonie, avant de réitérer que le Congo avait bien respecté les nouvelles normes de l'Itie.

Après avoir reçu le rapport final de l'administrateur indépendant, le comité exécutif de l'Itie va à son tour, de façon expresse avant la fin de cette année, examiner ce rapport en vue de sa publication définitive. « Nous allons donc recevoir le rapport définitif de l'administrateur indépendant, et le comité exécutif avant le 31 décembre 2013 va valider, adopter et publier ce document qui sera accessible à tout le monde », a déclaré pour sa part le président du comité exécutif de l'Itie Congo, Florent-Michel

Okoko. Saisissant l'occasion, le président de l'Itie a fait savoir que son institution ferait de son mieux pour maintenir et pérenniser la mise en œuvre de l'Itie, et faire que la transparence et la bonne gouvernance soient au quotidien appliquées par tous ceux qui gèrent les finances issues des industries extractives.

**Une loi pour pérenniser la gestion transparente des fonds publics**

Parallèlement, le projet de loi sur la transparence fiscale est en examen. Proposés par le cabinet britannique Hart, assisté par le bureau congolais Gomes, ces textes permettront à cette institution de mieux contrôler les ressources de l'État. « Nous sommes dans un moment essentiel choisi dans le cadre du comité de pilotage qui a été mis en place par le gouvernement de la République, pour faire aboutir une loi sur la transparence de la responsabilité fiscale. Cette loi ne prévoit aucune sanction, les sociétés concernées devront faire preuve d'honnêteté », a déclaré le président du comité de pilotage, Michel Okoko, lors des échanges avec ces consultants, le 19 décembre à Brazzaville.

Après son amendement, le projet sera présenté au Parlement en vue de sa ratification. « Nous veillerons à ce qu'il y ait réellement un suivi pour l'obtention au plus vite des

décrets d'applications », a ajouté le président du comité exécutif.

Notons que cette loi est un axe majeur, choisi par le comité exécutif en accord avec des autorités nationales et les instances internationales en vue de la pérennisation de cette politique de transparence en République du Congo.

L'expert britannique David Quinn a expliqué que les textes en cours de validation étaient constitués sur la base de lois internationales autour de bonnes pratiques. Celles-ci sont conformes aux recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ce dernier a souligné que les législations telles qu'elles existent en République du Congo, et dans d'autres pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, étaient également prises en compte. « À la fin de nos échanges, nous rassemblerons les points de vue importants des différents intervenants pour peaufiner le fond du document », a-t-il déclaré.

Outre le Congo, qui est en voie d'adoption d'une loi sur la transparence fiscale, quelques pays africains avaient déjà marqué le pas, en l'occurrence, le Ghana, le Libéria, et le Nigeria.

Lopelle Mboussa-Gassia et Firmin Oyé



## PÊCHE ET AQUACULTURE

## Les partenaires financiers et techniques annoncent leur contribution

Les organismes internationaux tels que la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement de l'agriculture (Fida), ainsi que le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ont exprimé leur disponibilité à accompagner l'émergence de ce secteur.

L'objectif poursuivi est de permettre au ministère de la Pêche et de l'Aquaculture de mettre en œuvre son programme de développement 2014-2020. Il s'agit entre autres du renforcement du cadre institutionnel et juridique ; de l'amélioration des infrastructures ; de la promotion de la gestion responsable et durable des pêches ; et de la promotion de l'aquaculture commerciale. Le renforcement des capacités des ressources humaines, notamment dans le domaine technique, fait également partie des composantes de ce programme d'activité. « Nous allons nous mobiliser pour apporter notre contribution technique comme nous l'avons fait dans l'élaboration de la stratégie nationale de la pêche. En collaboration avec d'autres partenaires notamment nationaux, nous contribuerons à la formation des acteurs censés produire en quantité suffisante les aliments de bétail », a déclaré le représentant de la FAO au Congo, Dieudonné Kouiyagda, intervenant au nom de son organisation.

Le ministre de la Pêche, Bernard Tchibambéléla, ainsi que bien d'autres membres du gouvernement présents à cette cérémonie, ont remercié les différents partenaires pour leur implication et leur dynamisme. Notons que l'opérationnalisation de toutes ces activités permettra à ce secteur d'augmenter sa contribution dans l'économie nationale à travers la création d'emplois. En vue d'atteindre l'objectif du gouvernement « Poisson pour tous d'ici à 2025 », le ministère de la Pêche collabore avec d'autres ministères, à savoir le Plan, la Défense, l'Agriculture et les Finances.

Lopelle Mboussa Gassia

## MONITORING DES MÉDIAS

## La prochaine formation vise les départements du pays

Après les journalistes et les membres du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) de Brazzaville, le tour viendra aux délégations départementales du conseil et des journalistes de l'hinterland de bénéficier de la formation sur le monitoring des médias, autour de la méthodologie Bridge, acronyme qui signifie « renforcement des ressources en matière de démocratie, de gouvernance et d'élections ».

Le président du CSLC, Philippe Mvouo, l'a déclaré le 19 décembre, au terme des trois jours de formation pour Brazzaville. Ainsi, le relais sera transmis entre la ville et l'intérieur afin d'améliorer le niveau des uns et des autres en matière de traitement des informations liées aux élections. Selon lui, la formation Bridge est d'une importance capitale pour le Congo dont la tenue des élections locales pointe déjà. L'échéance est proche, 2014, l'enjeu immense, tout comme les défis techniques à relever.

La formation a constitué un moment de partage d'expérience entre les membres du conseil et

les journalistes. « Le savoir-faire que vous venez de vous approprier vous aidera à stigmatiser les dérives de tous genres et à relever les incitations à la violence et à la haine, dans la presse écrite mais aussi les médias audiovisuels (...) », a circonscrit Philippe Mvouo. Ainsi, les participants à cette formation ont pris l'engagement de collaborer en vue d'une plus grande efficacité dans les phases d'alerte, de pédagogie et de sanctions. Ils ont aussi relevé la nécessité d'une meilleure synergie entre les organes de presse tant publics que privés et le CSLC. « Vous avez su mettre en exergue les écueils inhérents à votre métier et esquisser des pistes de solutions (...) L'intérêt que vous avez accordé à cette formation s'exprimera à travers la rigueur informationnelle et communicationnelle de vos différentes publications et de vos reportages », a souligné le représentant par intérim du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Éloi Kouadio IV.

Par ailleurs, le président du

CSLC a redéfini le rôle de son institution. Il a rappelé que les régulateurs des médias étaient souvent confrontés à des difficultés énormes. Ceux-ci sont souvent mal compris et contestés à tort. « Le fonctionnement harmonieux du CSLC pour une régulation exemplaire des médias, surtout en période électorale, devra être dorénavant bien compris de toutes les parties prenantes », a suggéré Philippe Mvouo.

Pour rappel, cette formation s'inscrit dans la perspective des élections locales de 2014, et entre dans le cadre du projet « d'appui aux acteurs étatiques et non étatiques dans le processus électoral en République du Congo », initié par certains partenaires au développement dont le Pnud. Le Bridge vise à placer les élections dans le contexte de la gouvernance et de la démocratie. Il se présente comme le cours de développement professionnel le plus complet qui existe en administration électorale, utilisant une méthode pédagogique pour adultes.

Nancy-France Loutoumba

## GRANDE OFFRE DE FIN D'ANNEE

LES CHAINES

CANAL+

CANALSAT

LE DECODEUR A  
**25 000** FCFA\*

AU LIEU DE **30 000** FCFA

PARABOLE OFFERTE

C'EST SEULEMENT  
JUSQU'AU  
**24 DECEMBRE,**  
APRES C'EST FINI.



[www.canalplus-afrique.com](http://www.canalplus-afrique.com)

\*Offre valable au Congo du 19/12/2013 au 24/12/2013, pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : ACCESS + LES CHAINES CANAL+, EVASION + LES CHAINES CANAL+ ou TOUT CANAL, lié à l'achat d'un kit matériel comprenant un décodeur numérique LA BOX CANAL+ et une parabole. Hors frais d'installation et accessoires. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.



## BIENS MAL ACQUIS

« Le vrai problème n'est pas juridique, il est politique et médiatique », selon Denis Sassou-N'Guesso

Cette déclaration du président de la République figure dans l'interview exclusive qu'il avait accordée à Paris-Match lors de son dernier séjour en France. Réalisé par Caroline Mangez, cet entretien a permis à Denis Sassou-N'Guesso de donner son point de vue sur d'importants sujets qui dominent l'actualité.

L'interview s'ouvre par la crise en RCA que certains prédisent déjà « un bourbier » pour les Français avant d'évoquer d'autres interventions militaires de la France en Afrique, l'insécurité qui gagne le continent avec, en toile de fond, la montée de l'islamisme radical. Denis Sassou-N'Guesso a souligné l'anarchie et la désorganisation des milices en Centrafrique. Il s'est appesanti sur le « parcours confus » de la RCA depuis cinquante ans, « toujours en étroite relation avec la France ». Des questions qui renvoient indubitablement à la fameuse Françafrique tant décriée. Et le président congolais de répondre : « On peut dire que la Françafrique a été mauvaise, encore faut-il initier une nouvelle relation qui sera meilleure. » Autres questions abordées dans cet entretien : l'avenir économique du continent noir et le rôle majeur que joue la Chine. « Ce pays nous prête à des taux préférentiels. En retour, il est normal qu'il nous propose ses entreprises », a répondu Denis Sassou-N'Guesso, qui a avoué « être un socialiste hybride, issu du communisme primitif » lorsque la journaliste lui a demandé « ce qui restait en lui du militant marxiste du Parti congolais du travail ».

À propos du pétrole, le président congolais, qui reconnaît que la source peut tarir, a exposé sur la diversification de l'économie congolaise. « Nous avons 342 000 kilomètres carrés de terres agricoles disponibles, des réserves forestières, de minerais, de l'eau, du soleil et de la main-d'œuvre, donc de vastes possibilités » susceptibles d'attirer des investisseurs et de garantir l'émergence du pays.

Incontournable dans cette interview, la lancinante question des biens mal acquis, à laquelle Denis Sassou-N'Guesso a répondu sans emphase en évoquant des ratés dans l'instruction de l'affaire. « C'est la raison pour laquelle nous allons saisir la justice internationale », a-t-il lancé au milieu d'un argumentaire qu'il conclut en affirmant que « le vrai problème n'est pas juridique, il est politique et médiatique ».

Dans une autre répartition, Denis Sassou-N'Guesso a fustigé l'attitude de la justice et de la police françaises qui poussent loin leur action en allant fouiller dans les comptes et dépenses des membres de sa famille. Et de lancer : « Les Russes et d'autres, les pays du Golfe notamment, rachètent tout Paris et même bientôt vos banlieues je crois, et personne ne vient crier au scandale. » Il s'agit là d'une action ciblée parce que l'Afrique est faible. « Ce ne sera pas toujours le cas », a-t-il promis. L'interview met également l'accent sur le rôle du Congo dans la libération de l'Afrique australe, avec la célébration des 25 ans du protocole de Brazzaville que d'aucuns feignent d'ignorer. La capitale congolaise qui cristallise l'attention à cause des restes mortels de Pierre Savorgnan de Brazza. Faut-il oui ou non les renvoyer ? « Nous garderons ses cendres et invitons ceux qui veulent s'y recueillir à venir nombreux. » Autrement ce serait « une honte pour l'histoire ».

L'interview s'achève sur une question qui agite la classe politique congolaise : envisagez-vous votre succession ? « Ce n'est pas à l'ordre du jour », a conclu Denis Sassou-N'Guesso, dont la photo qui accompagne l'interview le présente assis et de profil, en chemise et cravate.

La rédaction

## COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

## La Cuvette à l'honneur aux assises d'Yvelines

En séjour à Brazzaville, le président du conseil général des Yvelines (France), Jean-Marie Tétart, s'est entretenu le 20 décembre avec deux conseillers du chef de l'État congolais au sujet des assises Yvelines-partenaires au développement.

Le département de la Cuvette (Congo) est l'un des partenaires qui seront à l'honneur au cours de ces assises en octobre 2014. Cette rencontre sera l'occasion de faire le point de la coopération décentralisée, vieille de cinq années, entre le département de la Cuvette (Congo) et celui des Yvelines (France). « Dans les Yvelines, il sera important de rassembler la diaspora congolaise qui actuellement n'est pas très bien représentée

dans cette partie de la France, de façon à l'associer à une information sur la culture du Congo et sur un certain nombre de projets possibles », explique Jean-Marie Tétart. Des séances d'expositions innovantes d'objets d'arts du Congo sont également prévues par le calendrier des assises Yvelines-partenaires au développement. « Depuis 2009, les Yvelines et le conseil local de la Cuvette sont liés par un partenariat qui a donné naissance à la création d'une société de nettoyage de la ville. Nous encourageons ce genre de partenariat fructueux qu'il faut encore nouer avec d'autres villes », approuve Édith-Laure Itoua, conseillère du président

de la République, chef de département des Congolais de l'étranger. La délégation du conseil général des Yvelines (France) et le conseil local de la Cuvette ont été reçus tour à tour en audience par la conseillère aux Arts et à la Culture du chef de l'État ainsi que par la conseillère du président de la République chef de département des Congolais de l'étranger. En outre, la délégation du conseil général des Yvelines a rencontré, dans la même journée, plusieurs hautes personnalités congolaises du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur avec l'objectif de rehausser l'éclat des assises Yvelines-partenaires au développement.

Fortuné Ibara

## AFRIQUE DE L'OUEST

## Lancement de la boucle ferroviaire dès 2014 pour cinq capitales

Abidjan (Côte d'Ivoire), Ouagadougou (Burkina Faso), Niamey (Niger), Cotonou (Bénin) et Lomé (Togo), cinq capitales ouest-africaines, vont lancer, dès 2014, une boucle ferroviaire. Ainsi a décidé la Conférence des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenue le 17 décembre, à Niamey sur le thème « Une entente consolidée par la paix et le développement. »

La conférence s'est félicitée des perspectives de réalisation du projet par des opérateurs économiques internationaux dès 2014. La conférence a aussi évoqué la situation politique et de sécurité dans la région. Les chefs d'État et de gouvernement se sont réjouis du bon déroulement des élections régionales et municipales en Côte

d'Ivoire et au Togo. Ils ont réaffirmé que leur préoccupation majeure était de faire du Conseil de l'Entente « un instrument de paix durable, d'approfondissement continu de l'État de droit, de stabilité politique, de croissance et d'émergence économiques », et se sont opposés au terrorisme dans leur espace commun.

Un vibrant hommage a été rendu au président Nelson Mandela par le président du Niger, Mahamadou Issoufou, président en exercice du Conseil de l'Entente, « un modèle de détermination et de clairvoyance politique, qui fait la fierté de toute l'Afrique et dont l'exemple continuera d'être une source d'inspiration pour nous ». Le Conseil de l'Entente a été créé en mai 1959 par le Bé-

nin, le Burkina Faso, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Togo, pour offrir à ses membres un cadre de concertation politique, mais aussi la mise en œuvre, dans « un esprit d'entente et de solidarité », des projets pour promouvoir le développement et la concertation.

Ces objectifs politiques ont depuis été abandonnés au profit des projets économiques plus porteurs de développement. Pour pallier cette situation, le Conseil de l'Entente a pris en décembre 2011 à Cotonou des décisions relatives à l'adoption d'une charte portant réorganisation du Conseil de l'Entente et de procéder à la restructuration du Fonds d'entraide et de garantie des emprunts en vue de lui donner une nouvelle orientation.

Noël Ndong

## AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

## Un don de matériel aux couturières de M'Filou

L'Association des Mamans couturières unies de Mfilou (Amcumf) a bénéficié d'un groupe électrogène, de deux machines à coudre et d'un lot de pagnes, d'une valeur de 645 000 FCFA, indique un communiqué de presse. L'Agence française de développement (AFD), qui a fait ce don, inscrit la formation et l'insertion professionnelle au

cœur de sa politique d'intervention en République du Congo. L'Amcumf a été créée dans le but de former des jeunes filles défavorisées et des filles-mères de Mfilou aux métiers de la couture. Le dynamisme de cette association est dû à l'engagement de sa présidente, Françoise Loundo. Ainsi, l'Amcumf a déjà bénéficié de l'aide de l'AFD en

2011 pour des microprojets cofinancés avec l'Union européenne.

La cérémonie de remise du don est intervenue le 17 décembre dans l'arrondissement 7 de Brazzaville, Mfilou. Elle s'est déroulée en présence du représentant du maire de l'arrondissement et le chef de quartier.

Nancy-France Loutoumba

## FIN D'ANNÉE

POUR VOS CADEAUX EN PEINTURE, SCULPTURE, CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :

UNE SEULE ADRESSE :

LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO  
SIS DANS L'ENCEINTE  
DES « DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE »



## Brèves du monde

### Soudan du Sud : la crainte d'une guerre civile

Suite aux affrontements dimanche dernier entre les hommes de Reik Machar et ceux du président Salva Kiir, plusieurs foyers de tension ont éclaté dans le pays. Des heurts entre communautés et ethnies opposées qui font craindre une guerre civile.

### Centrafrique : des éléments tchadiens pointés du doigt par les anti-balaka

Plusieurs personnes accusent les Tchadiens d'être proches des ex-Séléka, les anciens rebelles qui continueraient à commettre des exactions malgré le cantonnement. Faux, répond le porte-parole de la présidence centrafricaine, Guy-Simplice Kodégué. Après quelques jours d'accalmie, la violence a repris jeudi soir et vendredi à Bangui. Jeudi soir, la Croix-Rouge a ramassé une trentaine de cadavres et transporté une quarantaine de blessés vers les centres de santé. Parmi les victimes de ces derniers jours, un soldat tchadien de la Misca, selon la présidence centrafricaine.

### Madagascar : l'heure est au décompte des voix

Le vote est terminé sur la Grande Île. Près de 8 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour se choisir un président et élire les députés. Ces élections de sortie de crise sont capitales pour l'avenir de Madagascar. À Antananarivo, l'heure est au décompte des voix.

États-Unis : Obama reconnaît que 2013 n'a pas été une bonne année pour lui

« Cette année a-t-elle été la pire de votre présidence ? » Avec cette question d'une journaliste d'Associated Press, le ton de la conférence présidentielle était donné. Pendant une heure, le président Obama – tout en reconnaissant que 2013 n'avait pas été sa meilleure année – s'est efforcé d'en souligner le positif. C'est désormais une tradition pour Barack Obama : avant de partir pour Hawaii où il passe généralement les fêtes de Noël et du Nouvel An, il donne une conférence de presse qui lui permet de dresser le bilan de ce qu'il a accompli au cours des douze derniers mois. Cette année 2013 toutefois, l'exercice a été périlleux pour le président américain.

### Cameroun : Michel-Thierry Atangana porte plainte contre trois ministres pour détention arbitraire

Emprisonné depuis 1997 au Cameroun, le Franco-Camerounais Michel-Thierry Atangana a déposé plainte à Paris contre trois ministres du gouvernement de Paul Biya pour détention arbitraire. Déposée jeudi, cette plainte vise le ministre de la Défense, Edgar-Alain Mébé-Ngo'o, et deux de ses prédécesseurs, Amadou Ali, désormais ministre des Relations avec le Parlement, et Laurent Ezzo, ministre de la Justice. Elle intervient deux jours après la confirmation par la Cour suprême du Cameroun de la condamnation à vingt ans de prison de Michel-Thierry Atangana et d'un ancien proche du président Paul Biya, Titus Edzoa. Dominique Sopo est à la tête du comité de soutien à Michel-Thierry Atangana.

Tiras Andang

## ÉLECTIONS EN GUINÉE-BISSAU

# L'UA entend renforcer la sécurité



Ovidio Pequeno

En prélude aux prochaines élections présidentielles et législatives prévues le 16 mars 2014, l'Union africaine (UA) envisage le renforcement de la Force d'alerte de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest en Guinée-Bissau (Ecomib), a indiqué son représentant dans le pays, Ovidio Pequeno. Selon lui, l'institution continentale juge nécessaire de renforcer l'Ecomib sur le terrain à travers des patrouilles conjointes pour assurer la sécurité durant la période électorale et post-électorale. Prise par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, cette décision serait partagée par le représentant des Nations unies en Bissau, José Ramos Horta, a précisé Ovidio Pequeno.

Ce dernier a assuré avoir déjà rencontré la classe politique bissau-guinéenne à qui il a fait part de la décision de l'UA de renforcer la force afin de garantir la paix et la sécurité dans ce pays en proie à une instabilité politique et militaire chroniques depuis son indépendance en 1974.

Noël Ndong



RECTIFICATIF SUR LES OBJECTIFS DE LA MISSION ET LES DIRECTIVES APPLICABLES POUR LA CONSTITUTION DE LA LISTE RESTREINTE

## AVIS À MANIFESTATION D'INTERET

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ELABORATION D'UN PLAN PRIORITAIRE DU CADASTRE POUR BRAZZAVILLE ET POINTE-NOIRE ET L'ETABLISSEMENT DES SECTIONS CADASTRALES DE POINTE-NOIRE, EN REPUBLIQUE DU CONGO

Le coordonnateur du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversifications de l'Economie Congolaise, informe tous les candidats intéressés à la mission susmentionnée, suite à l'avis à manifestation d'intérêt publié dans Jeune Afrique n°2759 du 24 au 30 novembre 2013, La Semaine Africaine n° 3344 du vendredi 22 novembre 2013 et les Dépêches de Brazzaville n° 1870 du mercredi 20 novembre, que l'étude devra préciser s'il y'a lieu, les prérequis nécessaires pour :

1.la mise en place d'un Réseau Géodésique de Référence arrimé sur l'AFREF (African Geodesic Reference Frame) ;

2.d'affiner les plans cadastraux numériques urbains et ruraux

3.de poursuivre les enquêtes cadastrales en vue de l'alimentation de la base de données des enquêtes cadastrales dans ces deux villes ;

4.le renforcement des capacités, plus particulièrement des services du cadastre et des affaires foncières et de la conservation.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des consultants de la Banque Africaine de Développement, Edition de mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponible sur le site web de la Banque à l'adresse :

<http://www.afdb.org>.

Ce rectificatif est désormais partie intégrante de l'avis à manifestation d'intérêt et opposable à tout candidat.

En conséquence, je vous informe que la date de dépôt des dossiers de candidature initialement prévue le 20 décembre 2013 est prorogée jusqu'au 03 janvier 2014 à 14 heures.

Les consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes du lundi à vendredi de 8 heures à 16 heures, heure locale.

Projet D'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat Des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise (PACA-DEC)

05 et 06, rue LOCKO Isaac secteur Blanche Gomez Brazzaville

Tél : +242 06 686 87 44 / 05 532 63 59

E-mail : [pade.pacadec@yahoo.fr](mailto:pade.pacadec@yahoo.fr)

**Fait à Brazzaville, le  
Le Coordonnateur**

**Joseph MBOSSA**



## COOPÉRATION

## La Russie compte rebondir en Afrique à partir de l'Italie

**C'est par un partenariat plus concret en Afrique que la coopération russe entend se relancer.**

La visite du président russe Vladimir Poutine en Italie, au mois de novembre, a mis en lumière les seuls aspects jugés importants par les médias occidentaux. Sa poignée de main avec le pape François ; son dîner avec l'ancien Premier ministre et ami Silvio Berlusconi ; le rôle de la Russie et ses relations avec l'Europe... Mais les journaux ont quasiment passé sous silence une autre rencontre, insolite en vérité, ainsi que les raisons de cette rencontre inscrite à l'agenda du président russe. Vladimir Poutine a en effet rencontré l'ancien Premier ministre italien et ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi. Actuellement représentant du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahel, Romano Prodi qui a volontairement tiré un trait sur ses activités politiques dans son pays pour mieux se consacrer à l'Afrique, est très actif sur le terrain du développement.

À toutes les tribunes, il ne cesse de réaffirmer qu'il faut attaquer de front les besoins essentiels de l'Afrique par un partenariat qui fait moins dans les paroles.

Mener l'eau potable jusque dans les villages reculés ; scolariser les enfants, surtout les filles ; booster les possibilités de l'agriculture par un plus grand recours à l'irrigation ; implanter des centres de santé qui répon-

tique italien a trouvé dans le président Poutine une oreille très attentive. D'autant qu'il n'y a pas tellement longtemps encore, c'est la Russie soviétique qui assumait le rôle de « développeur » majeur dans beau-

cadres africains ont été formés en Russie. La rencontre Prodi-Poutine est allée au-delà de la durée annoncée par le protocole. Elle a permis des échanges « fructueux » sur la place, que la fédération russe

gument parlé du sort du Sahel et du rôle que la Russie peut y assumer. Nous voulons stimuler une sorte de concurrence vertueuse des donateurs », a commenté Romano Prodi. Il a fait part de la disponibilité du président russe à jouer un rôle accru et direct dans la nouvelle stratégie de coopération au Sahel, une région que ne menace pas seulement l'avancée du désert. L'activisme djihadiste, dont la Russie connaît aussi des effets, notamment dans certains États du Caucase, a trouvé au Sahel un sanctuaire qui a failli faire échec à la volonté de normalité dans un pays comme le Mali.

« Je ne suis pas un spécialiste des questions d'immigration, mais la coopération avec la Russie peut aussi trouver ses retombées positives sur cet aspect de la question au Sahel » devenu région-passoire pour des milliers de clandestins de l'Afrique subsaharienne qui tentent de gagner l'Europe. Rappelons d'ailleurs que l'Union soviétique fut une partenaire de poids pour le Mali, l'Algérie, la Libye et l'Égypte, aujourd'hui pays centraux dans la tentative européenne d'enrayer le drain migratoire africain par le Sahel.

Lucien Mpama



Vladimir Poutine

dent aux exigences premières des populations, etc. sont devenus ses dadas.

Il se trouve que l'homme poli-

coup de pays africains, alors alliés politiques et idéologiques de l'ancienne puissante Union soviétique. Des générations de

entend reprendre dans les missions de paix en Afrique.

« Ce fut une rencontre très satisfaisante. Nous avons lon-

## ITALIE-RDC

## Tensions sur un problème d'adoption

**Une vingtaine de familles italiennes attendent depuis novembre à Kinshasa le feu vert des autorités pour l'adoption de petits Congolais.**

« Voilà que même le Congo se moque de nous ! » Ce commentaire peu amène est de Giorgia Meloni, députée italienne de droite, à propos de la rigidité dont feraient montre les autorités de Kinshasa sur des adoptions dont le principe avait été convenu et concordé depuis longtemps. L'affaire a pris soudainement une tournure autre, la diplomatie et la politique des deux côtés s'en sont saisies avec passion pour un résultat, pour le moment, nul. À Rome, la ministre des Affaires étrangères, Emma Bonino, a convoqué à la Farnesina l'ambassadeur Albert Tshisseleka-Felha pour s'expliquer sur ce qui est considéré ici comme un revirement des autorités congolaises. Sans circonlocutions préalables, Mme Bonino a fait savoir à l'ambassadeur le mécontentement de son gouvernement. « Vous n'avez pas respecté les assurances ver-

bales données à notre ministre, Cécile Kyenge. C'est déconcertant », a dit Mme Bonino, dont le franc-parler est connu de tous. Avec tout autant de franchise, la ministre italienne a fait comprendre à ses compatriotes que l'issue de cette affaire était des plus incertaines, et qu'elle semblait même évoluer plus « vers le négatif » que vers autre chose. « Mais nous continuons à déployer les efforts par tous les canaux possibles », a tout de même tempéré la ministre.

C'est qu'à Kinshasa le langage clair a également été manié durant la semaine : pas d'adoptions d'enfants congolais, point barre ! La décision aurait été signifiée aux ambassadeurs de France, d'Italie, des États-Unis, du Canada et de Grande-Bretagne : et là-dessus, la RD-Congo se montre intraitable. À Rome, l'affaire prend une dimension nationale : les familles concernées par des adoptions qui devaient égayer leurs vies à Noël ne cessent d'agiter tous les réseaux (l'une d'elle a même écrit au pape !) pour ne pas

faire les frais de ce que les Italiens considèrent comme une attitude aux motivations peu claires.

Ce sont en tout 24 couples italiens qui se sont rendus à Kinshasa dans l'intention de ramener vers la Péninsule des enfants retenus pour être adoptables par eux. Mais la RDC, arguant de son droit de souveraineté, n'entend pas relâcher un aussi grand nombre d'enfants sous le seul prétexte qu'ailleurs ils vivront mieux. La ministre italienne de l'Intégration, Cécile Kyenge-Kashetu, d'origine congolaise, avait fait le déplacement de Kinshasa en novembre dernier entre autres pour dénouer l'écheveau de cet embrouillamini. Le problème est, selon elle, que « les couples bloqués à Kinshasa sont déjà, de fait, juridiquement reconnus comme les parents des petits Congolais ». « Il y a des pays qui prennent des lois au gré des circons-



Cécile Kyenge

tances, cela entraîne des contradictions et des incompréhensions. Cette affaire est en passe de représenter un réel contentieux entre l'Italie et la République démocratique du Congo », a déclaré aux médias la ministre Kyenge. Déjà cible privilégiée de pesantes attaques sur ses origines raciales, ses compé-

tences professionnelles ou la moralité de certains membres dans son entourage, Cécile Kyenge revient avec cette affaire, et à son corps défendant, au centre de l'attention des extrémistes de droite qui l'accusent d'avoir menti après sa mission de novembre dernier dans son pays d'origine.

L.Mp.





GSA CAMAL VOYAGES  
 CAMAIR-CO CONGO - Brazzaville -  
 Immeuble Yoka Bernard.  
 Email : resabzv@camair-co.net

**SPECIALES FETES DE FIN D'ANNEE CHEZ CAMAIR-CO !!!**

Brazza-Douala-Brazza à partir de 155.200 fcfa ttc

Brazza-Douala à partir de 114.200 fcfa ttc

Brazza-Cotonou-Brazza à partir de 208.600 fcfa ttc

Et ce n'est pas tout : **PROFITEZ D'1 BILLET GRATUIT APRES 5 VOYAGES !**

Nos destinations : **DOUALA – YAOUNDE – KINSHASA - COTONOU – LIBREVILLE N'DJAMENA - GAROUA – MAROUA - PARIS**

3 FOIS PAR SEMAINE : **MARDI – JEUDI – DIMANCHE**

Contacts : **06 827 07 54 // 05 070 73 74**

Réveillon 2014



LEDGER  
 PLAZA MAYA MAYA \*\*\*\*\*



**Diner SAINT SYLVESTER**

Hotel Ledger Plaza maya maya

Le mardi 31 décembre 2013

Salle Mbé

contact: 00242 05 666 9595 / 00242 05 666 96 96  
 Poste 1013 Mr Nkounkou

**BUROTOP IRIS** [www.burotop.com](http://www.burotop.com)

**Promo de Décembre en consos Canon**

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024  
**à 19 500 FCFA**

Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010  
**à 29 900 FCFA**

Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570  
**à 8 950 FCFA**

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60  
 POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

**AMIC Telecom**  
 Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à  
**149,000 FCFA** gagnez 1 mois gratuit  
 de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo  
 Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81  
 Email: Support@amc-telecom.com

Assurances et Réassurances du Congo

**40<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE 1973 - 2013**

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés.  
 Assurances et Réassurances du Congo  
 A Brazzaville : 222 01 40 87 - A Pointe-Noire : 222 94 12 00 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 [www.arc-congo.cg](http://www.arc-congo.cg)



## ROME

# Place Saint-Pierre, lieu de toutes les démonstrations !

**Entre l'homme qui a tenté de s'immoler par le feu jeudi, la féministe protestant nue pour l'avortement, la célèbre place en voit de toutes les couleurs.**

La Place Saint-Pierre de Rome a vécu jeudi une de ces scènes dont elle devient désormais coutumière. On ne compte plus, en effet, au cours de ces dernières décennies, le nombre de manifestations plus ou moins pacifiques qui ont eu lieu sur cette place, cœur de la chrétienté, pour cadre. Qu'aucun de ces actes n'ait atteint en ampleur et en gravité l'attentat de mai 1981 contre la personne du pape Jean-Paul II démontre d'ailleurs que les forces de l'ordre ont pris particulièrement leurs précautions pour que les manifestations de tous genres ne débordent pas.

Mais ce jeudi 19 décembre les choses ont failli mal tourner lorsqu'un homme, la cinquantaine, s'est aspergé d'un liquide inflammable et s'est mis le feu dans une spectaculaire tentative de suicide-protestation. L'homme, un Italien, a été hospitalisé dans un état grave à l'hôpital Santo Spirito tout proche, avant d'être transporté vers un autre établissement mieux outillé. À quelques jours de Noël, un tel geste a ému. Mais ce n'est pas le premier acte du genre sur la célèbre place d'où le pape s'adresse aux foules.



Dans la même journée de jeudi d'ailleurs, une militante ukrainienne du mouvement des « femmen » a retiré son tee-shirt tout près de la place pour protester contre la condamnation de l'avortement par l'Église catholique. « Christmas is canceled » (Noël est annulé), a-t-elle hurlé à plusieurs reprises en dévoilant son buste sur lequel était écrit en lettres de couleur et en anglais « Christmas is canceled, Jesus is aborted » (Jésus est avorté). Inna Shevchenko, 23 ans, militante bien connue et initiatrice de ce mouvement féministe, a commencé à courir en direction de la

place mais a été immédiatement entourée par une vingtaine de policiers italiens sur le qui-vive. Ceux-ci ont fait aussitôt une haie humaine le long d'un mur pour la cacher aux caméras et appareils de photo de membres des médias avertis à l'avance de sa venue, tout comme l'était la police. Le mouvement féministe a débuté ainsi, à l'approche de Noël, une série d'actions dans divers lieux religieux chrétiens, pour protester contre des lois qui interdisent l'avortement dans différents pays avec le soutien de l'Église catholique.

Lucien Mpama

## Plus d'un million et demi de personnes aux audiences du mercredi

**Le pape argentin se confirme aux avant-places du hit-parade des Souverains pontifes les plus populaires.**

Le magazine *News Week* l'a classé homme de l'année 2013. En Italie, plus d'un chrétien sur cinq déclare avoir repris le chemin de l'Église à cause de lui : le pape François reste une célébrité et une vedette dans l'opinion en Italie et dans le monde. Cette célébrité est pourtant dûe, paradoxalement, au fait justement que le pape fait le buzz parce qu'il ne veut pas faire l'important. Sa simplicité et la modernité de ses prises de position sur des questions sur lesquelles l'Église semblait s'être rigidifiée pour des siècles ont, indique un sondage récent, ramené plus d'un catholique vers sa paroisse.

La Maison pontificale, organisme qui gère les activités au jour le jour du pape, a diffusé jeudi des chiffres qui ne devraient pas démentir l'attrait qu'il exerce sur le monde aujourd'hui. Le pape Jean-Paul II fut médiatique parce que sachant « manier » l'outil de la communication ; le pape Benoît XVI fut l'intellectuel qui cherchait à convaincre avant tout par le raisonnement. Mais le pape François n'est rien de tout cela, même s'il présente par rapport à ses prédécesseurs, le handicap de ne parler aucune langue hors de son espagnol natal et de l'italien, langue de travail au Vatican.

Ainsi donc, les chiffres de la préfecture de la Maison pontificale, indiquent qu'entre le 27 mars, première audience de ce pape, et le 18 décembre, dernière des trente audiences générales de l'année, 1.562.000 billets ont été distribués. Cela atteste indubitablement du mouvement de ferveur et de curiosité qui entoure l'ancien cardinal Bergoglio, ancien archevêque jésuite de Buenos Aires. Ces données, est-il précisé, ne prennent pas en compte les dizaines de milliers de fidèles qui viennent assister à l'audience traditionnelle du mercredi sans avoir de billets et restent à l'arrière de la place.

Le record d'affluence aurait été atteint en octobre avec 310.000 personnes dotées de billets ayant participé aux cinq audiences du mois. En comparaison, rappelle-t-on, en 2005, première année du pontificat de Benoît XVI, le Vatican avait distribué environ 800.000 billets pour les 30 premières audiences. Les analystes relèvent, non sans quelque perfidie, que le pape allemand, réservé de tempérament, n'avait pas réussi comme le pape argentin à nouer un contact chaleureux avec la foule, même s'il était respecté de beaucoup de fidèles.

L.Mp.

## CRISE CENTRAFRICAINE

### La Pologne enverra 50 soldats

La Pologne a décidé d'envoyer 50 soldats vers la République centrafricaine, avec pour mandat d'offrir la logistique et l'assistance technique à l'opération de la France dans ce pays, selon les médias locaux. « Je tiens à dire très précisément que cette aide est logistique et technique et concernera le transport aérien », a déclaré le Premier ministre Donald Tusk lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet européen à Bruxelles.

Donald Tusk a ajouté que cette décision avait été prise en vertu du partenariat stratégique entre la France et la Pologne, en particulier dans le domaine de la défense.

La France demande de l'aide à ses partenaires européens pour renforcer sa mission de maintien de la paix en République centrafricaine. Elle a déployé 1.600 soldats en Centrafrique pour prévenir l'escalade de la violence entre les musulmans et les chrétiens, qui a déjà fait des centaines de morts et contraint des milliers de personnes à fuir Bangui, capitale centrafricaine.

La crise centrafricaine a éclaté en mars 2013 lorsque le mouvement rebelle Séléka a renversé le Président François Bozizé du pouvoir.

Xinhua

### Les massacres de Bangui témoignent des limites des services de renseignements français

**Un responsable français, qui a requis l'anonymat, a déclaré que les violences qui avaient eu lieu dans la capitale centrafricaine dans la nuit du 4 au 5 décembre, et qui s'étaient soldées par la mort de six cents personnes en deux jours, montraient les limites des services de renseignements français.**

Pour l'intéressé, ces limites viennent surtout de la difficulté à s'y reconnaître parmi les différentes milices et les groupes armés qui opèrent dans la ville, auxquels s'ajoute la complexité du milieu, notamment à Bangui, ville de plus d'un million d'habitants. À en croire les propos de cette personnalité française, plusieurs centaines d'hommes armés ont attaqué les lieux de cantonnement des ex-rebelles de la Séléka. « Il s'agissait d'une attaque organisée des groupes armés anti-balaka (anti-machettes en sango), constitués de chrétiens, contre les positions de la Séléka, les miliciens musulmans qui ont pris le pouvoir en mars », a affirmé ce responsable français.

Les anti-balaka sont apparus au mois de septembre, plus particulièrement dans le nord-ouest du pays. Il s'agit des milices villageoises d'autodéfense, principalement composées de

paysans chrétiens et de partisans de l'ancien président Bozizé, avec quelques anciens membres des forces de sécurité. Leurs attaques ont conduit les ex-rebelles à réagir violemment. « Les hommes de la Séléka se sont ressaisis et ont déclenché les massacres, qui ont fait plusieurs centaines de morts les jours suivants », a expliqué cette source française.

Pour arrêter ces massacres, le président français François Hollande a lancé le soir du 5 décembre l'opération militaire Sangaris, visant notamment à stabiliser la Centrafrique, à désarmer ou à cantonner les groupes armés et milices sévissant dans le pays. Cette opération concerne pour l'heure les éléments de la Séléka, une coalition à dominante musulmane de groupes rebelles dans laquelle des mercenaires tchadiens et soudanais se trouvent. L'armée française a mené mardi une nouvelle opération de désarmement à Bangui, qui visait cette fois les milices anti-balaka.

Lors d'une conférence de presse, le général Francisco Soriano, qui commande le dispositif français en RCA, a indiqué que l'opération effectuée à Boy-Rabe, quartier situé dans la partie nord de la capitale et bastion des milices anti-balaka, s'était bien dé-

roulée : « C'était une opération de sécurisation de quartier. Nous avons des indices de possible présence d'anti-balaka. Le quartier a fait l'objet de nombreuses exactions [...]. Il faut vérifier ces indices », a-t-il expliqué, ajoutant que des armes avaient été récupérées et les munitions neutralisées. Le général Soriano estime que l'opération Sangaris vient d'entamer une nouvelle étape du désarmement des milices et groupes armés centrafricains, lancée le 9 décembre à Bangui. Une source militaire souligne qu'il est probable que d'autres opérations du même genre soient menées dans les prochains jours.

**« L'unité est notre seule richesse »**

Le désarmement des milices est intervenu au moment où le Premier ministre Nicolas Tiangaye, réfugié à l'aéroport après le pillage de sa maison, lançait un appel au retour à la paix et à l'unité. « Il faut préserver l'unité nationale et la concorde. C'est le socle du pays. Un seul pays, un seul peuple [...]. L'unité est notre seule richesse. Les conflits intercommunautaires ou interreligieux remettent en cause cette unité. J'en appelle au patriotisme pour qu'on fasse preuve de pardon et de tolérance », déclarait-il.

Le limogeage, dimanche, de trois ministres par le président Michel Djotodia - le pasteur Josué Binoua (Sécurité publique), Christophe Breaïdo (Finances et budget) et Joseph Bendounga (Élevage) - et la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale dominée par les pro-Séléka ont fait naître un désaccord.

Sur le plan humanitaire, de nombreux déplacés ont été comptabilisés dans la ville de Bangui depuis que des violences interreligieuses ont éclaté en Centrafrique. « Rien qu'à Bangui, nous estimons qu'il y a près de 210 000 personnes déplacées ces deux dernières semaines », a déclaré un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, Adrian Edwards, lors d'un point presse. Près de 2 000 réfugiés sont arrivés lundi dans le nord de la République démocratique du Congo, après avoir traversé le fleuve Oubangui. La République du Congo enregistre quelque 10 500 ressortissants centrafricains. La Centrafrique est en proie au chaos depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une rébellion hétéroclite, la Séléka, alors dirigée par l'actuel président centrafricain.

Nestor N'Gampoula



# Brazzaville Cotonou

via Pointe-Noire

A partir de  
**211 450 FCFA TTC** Aller-retour  
3 vols par semaine  
Lundi, Mercredi et Vendredi

Vol	Provenance	Heure de départ	Heure d'arrivée	Destination
LC 113	Brazzaville	09:05	10:00	Pointe-Noire
LC 451	Pointe-Noire	11:30	14:15	Cotonou
LC 452	Cotonou	15:15	18:05	Pointe-Noire
LC 106	Pointe-Noire	19:40	20:35	Brazzaville



www.flyecair.com | Relations clients : + 242 96 509 8 509 (Congo)  
+33 01 78 77 78 77 (France) | mail: relations.clients@flyecair.com



## LEDGER PLAZA MAYA MAYA \*\*\*\*\*

Brazzaville - Congo

### Joyeux Noel

Le 24 Décembre  
Diner servi

Le 25 Décembre  
Déjeuner-Buffer

Reservation: 05 666 95 95  
05 666 96 96  
06 948 35 48

### SAPHIR PIZZA

Toutes nos Pizza à 6.000frs  
Livraison domicile + 1000frs  
Tel : 22 600 34 03/ 05 602 21 19

## ASSURANCES GÉNÉRALES DU CONGO

A.G.C. www.aggcngo.com

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

### SIET YTO HSIET CONGO DEVELOPPEMENT

Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865

Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz

1 200 000 FCFA TTC	23 500 000 FCFA TTC	13 000 000 FCFA TTC	42 000 000 FCFA TTC	17 000 000 FCFA TTC
* Stock disponible à Brazzaville TTC * Garage professionnel à MAFOUTA	* S.A.V. et Suivi en permanence * Pièces d'origine usine garantie	<b>VENTE</b>	<b>ENTRETIEN</b>	<b>PIECE DE RECHANGE</b>
				<b>REPARATION</b>

# TerraTech

Le monde de l'informatique

Acer Aspire E1-530  
Intel® Processeur 1.8GHz  
Ecran HD Led 15.6"  
2GB DDR3 Memoire  
500GB Disque Dur  
6-Cell Li-ion Battery

intel Pentium inside

**235.000 H.T**

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S  
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville  
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434  
Email: info@terratech-cg.com



“ Saviez - vous que le vin sans alcool lutte contre les maladies du coeur ? ”

**0% Alcool**

Le plaisir sans limites !

www.agro-sante.com

**AGRO-SANTE**

**Distributeur Exclusif**

05 700 02 20 / 05 700 02 21

Le plaisir de toute la famille !

**0% Alcool**

Avec **ARIEL**

Passez des moments inoubliables !

Déjà disponible chez :

**N°1 Mondial**  
De Vin & Champagne  
Sans Alcool

**Park 'n' Shop**

**Casino**  
supermarchés

**Weekend NON STOP !!!**

Avec **Masolo Ya Bandeko**

**WARID**  
Passer à l'action

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123

**BUROTOP IRIS**  
www.burotop.com

**hp**  
GOLD PARTNER

**Ordinateur portable HP COMPAQ**

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

**+ 1 sac offert**

**225.000 FCFA \* HT**

ix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par cli

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 6777 888 - 06 669 60 60  
 POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



## VILLES CRÉATIVES

## Brazzaville dans la cour des grands

Dans le but de sensibiliser le grand public (autorités, partenaires, artistes, société civile, etc.) à l'adhésion de Brazzaville au Réseau des villes créatives de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), celle-ci a organisé un atelier en partenariat avec la Mairie de Brazzaville, représentée par Hugues Ngouélondélé, le 18 décembre.

La capitale du Congo devient ainsi un modèle régional dans le cadre de la promotion du patrimoine, des industries et du tourisme culturels. C'est à l'issue du sommet de Beijing en Chine du 20 au 23 octobre que Brazzaville a été inscrite officiellement ville créative par la directrice générale de cette organisation onusienne, Irina Bokova. La session, ouverte mercredi dernier, vise entre autres objectifs la sensibilisation du public au réseau des villes de l'Unesco, les avantages et obligations pour le pays, les perspectives de la politique culturelle de la mairie de Brazzaville ; la restitution des résultats du sommet des villes créatives de l'Unesco organisé à Beijing en Chine du 20 au 23 octobre 2013 ; la mobilisation et l'implication effective des partenaires, autorités et artistes aux initiatives de développement des industries culturelles, dont celle de la musique ; la sensibilisation des participants



Un groupe traditionnel des Plateaux Moyes. (© DR)

aux opportunités de financement existants au niveau de l'Unesco pour la diversité culturelle (FIDC lié à la convention de 2005 pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles) ; le fonds international pour la promotion de la culture (pour la production d'œuvres culturelles et artistiques et les événements) ; l'assistance internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ; le fonds du patrimoine mondial lié à la convention de 1972. Le réseau dont il est question compte à ce jour 41 villes créatives

et sert à faciliter l'échange d'expériences, de connaissances et de ressources entre les villes qui en sont membres, comme moyen de promotion du développement des industries créatives locales. Il vise aussi à approfondir dans le monde entier la coopération dans le secteur créatif et culturel, le tout en faveur du développement durable. Ce réseau vise donc à développer la coopération internationale entre villes et à les encourager à élaborer des partenariats de développement en accord avec les priorités globales de l'Unesco que sont « la cul-

ture et le développement » et « le développement durable », a précisé le représentant de l'Unesco au Congo, Abdourahamane Diallo.

#### Brazzaville, première ville africaine à rejoindre ce prestigieux réseau

La capitale du Congo, riche d'une diversité exceptionnelle d'activités culturelles, parmi laquelle la musique qui représente une véritable forme d'expression culturelle identitaire, est la première ville africaine à rejoindre le Réseau des villes créatives.

En effet, berceau de la diversité

culturelle et de la créativité, Brazzaville est un carrefour panafricain pour les industries culturelles et la création musicale au travers notamment du plus grand rendez-vous panafricain de la musique qui est le Festival panafricain de musique (Fespam), le siège du Conseil africain de la musique, le musée de la musique du Fespam, ville qui abrite plusieurs festivals dont les Feux de Brazza, les grands artistes et légendaires groupes congolais. Les lieux historiques qui ont inspiré et accueilli de nombreux artistes...

Bruno Okokana

## THÉÂTRE

## Un atelier de dramaturgie pour édifier les jeunes auteurs

Kouam Tawa, auteur dramatique et metteur en scène camerounais qui codirige depuis vingt ans avec Wakeu Fogain la compagnie théâtrale Feugham, a été convié à Brazzaville afin de diriger un atelier de dramaturgie lors de la dixième édition du Festival de théâtre Mantsina sur scène.

En partant du postulat selon lequel la dramaturgie est l'art d'écrire des textes de théâtre, l'art d'analyser des textes de théâtre en vue de leurs transpositions sur la scène de théâtre, le dramaturge camerounais a coaché les huit participants à cet atelier en essayant de dégager l'élément de base de la dramaturgie qui est le conflit. Les participants à cet atelier ont été instruits sur la manière dont un auteur dramatique met en place un conflit qui suscite l'émotion chez son personnage en même temps que chez son spectateur. Ils ont créé des personnages, ensuite ces derniers ont été mis en situation de conflit. La question majeure était de savoir comment écrire des textes qui passent la rampe et peuvent fonctionner sur des scènes de théâtre. « Nous avons fait un tour de table des huit candidats, et la plupart participaient à l'atelier sur le jeu d'acteur. Parmi eux, ceux qui avaient déjà ébauché des textes de théâtre ou de slam, mais un seul avait écrit une pièce qu'il pensait aboutie. Après les différents exercices, il pense qu'il va remettre son texte à l'ouvrage. La plupart des participants éprouvent le besoin d'écrire pour le théâtre, mais peu ont déjà

écrit. Ceux qui n'ont jamais écrit ont hâte d'avancer pour voir si leur essai ressemblera à quelque chose », a déclaré Kouam Tawa.

Dans sa façon d'envisager la dramaturgie, le metteur en scène camerounais pense qu'il est difficile d'être un écrivain de théâtre si on ne lit pas les pièces de théâtre. Il a alors avec les huit candidats procédé à la lecture de Mozart et Salieri, une courte pièce écrite en 1830 par Alexandre Pouchkine qui donnait une autre version de la mort de Mozart : « Partant de cette base, j'ai demandé à chaque participant de proposer un sujet qu'il avait envie de traiter et voire ensuite comment transformer le texte en une pièce de théâtre qu'un metteur en scène aurait envie de porter au théâtre. » En outre Kouam Tawa, qui s'est dit heureux d'avoir été invité à animer cet atelier, dit avoir été nourri dans sa jeunesse par le théâtre congolais, celui porté sur la scène mais aussi par le biais de la littérature. « Deux textes de Guy Menga m'ont beaucoup frappés, La Marmite de Koka Mbala ainsi que L'Oracle du même auteur. Puis après vient Sony Labou-Tansi. Je pense que sur le continent africain de tous les auteurs dramaturges que j'ai lu après Wole Soyinka, le théâtre de Sony me bouleverse le plus. » Il estime que l'écriture dramatique et la pratique théâtrale de Dieudonné Niangouna redonnent un souffle au théâtre africain tout entier et participent grandement au renouveau du théâtre africain.

Hermione-Désirée Ngoma

## MINISTÈRE DES SPORTS

## Une journée de sensibilisation au VIH/sida et Infections sexuellement transmissibles

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, commémorée chaque année le 1er décembre, le directeur de cabinet du ministre des Sports et de l'Éducation physique, Urbain Akambo, a appelé les agents du ministère à s'informer et gérer les risques liés à la pandémie.

L'activité est organisée en partenariat avec le Conseil national de lutte contre le sida (CNLS). Elle avait pour but de permettre aux agents de ce ministère d'intrioriser les valeurs, d'acquiescer les connaissances et de développer les attitudes positives favorisant l'adoption de comportements sexuels responsables.

Ouvrant les travaux, le directeur de cabinet a rappelé que, selon le rapport ONU/sida 2012, le nombre de personnes vivant avec le VIH dans le monde est estimé à 35,3 millions et le nombre de nouvelles infections à 2,3 millions. Le 1/3 de ces 35,3 millions de personnes vivant avec le VIH sont des jeunes de moins de 25 ans. Le taux de séroprévalence nationale qui était de 4,2% en 2003, a-t-il commenté, est passé à 3,2% en 2009, sachant que les femmes sont plus infectées que les hommes. « Malgré la stabilisation de l'infection à VIH dans notre pays, le sida reste à ce jour un problème majeur. Notre département n'est pas à l'abri de cette pandémie, il est donc de notre devoir, si

nous voulons stopper et diminuer son impact, d'agir pour réduire le nombre de nouvelles infections. Je vous invite à développer des compétences de gestion des risques du VIH », a-t-il exhorté, rappelant que le 1er décembre était également une journée de solidarité avec les personnes vivant avec le VIH. Urbain Akambo s'est, par ailleurs, félicité de l'appui, du soutien et de la conscience que le Secrétariat exécutif permanent du CNLS ne cesse de témoigner à l'endroit de son département ministériel. Les participants ont été éduqués sur les notions élémentaires à savoir sur le VIH/sida. Il s'agit notamment des différentes étapes et voies de transmission de la maladie ainsi que des moyens utilisés pour éviter la pandémie. Ces notions ont été commentées par Joël Diassouka, chargé du suivi et de l'évaluation à l'unité de lutte contre le sida du ministère des Sports. Ils ont été également informés sur les relations existant entre le VIH et les IST.

Rappelons enfin que la Journée mondiale de lutte contre le sida a été célébrée cette année sur le thème « Objectif zéro, zéro nouvelles infections à VIH, zéro discrimination, zéro décès liés au sida ». Au niveau national, elle était placée sous le signe de « Zéro contamination du VIH de la mère à l'enfant ».

Parfait Wilfried Douniama





# Carrefour de toutes les cultures africaines

Comédie musicale

## **Nha-Fala**

Mardi 24 décembre  
22h00

Mercredi 1<sup>er</sup> janvier  
14h15

Théâtre

## **Une saison au Congo**

Vendredi 27 décembre  
22h00

Concert

## **Youssou N'Dour Le grand bal de Bercy**

Dimanche 29 décembre  
22h00

**TV5MONDE**

[www.tv5monde.com](http://www.tv5monde.com)





**VOUS AVEZ UN PROBLEME ?**

- Parents : vous voulez savoir ce que font vos enfants quand ils sont hors de la maison, avec qui ils discutent au téléphone et ce qu'ils font sur Internet.
- Epoux-épouse-copain-copine : vous soupçonnez votre conjoint(e) de vous tromper, mais vous n'avez pas de preuves.
- Chef d'entreprise : vous voulez savoir ce que font vos employés lorsque vous êtes absent.

**NOUS AVONS LA SOLUTION A TOUS CES PROBLEMES.** Et aussi pour bien d'autres encore. Confiez-nous votre problème au 05 575 75 34 et nous mettons à votre disposition

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES pour le résoudre.

**PROGRAMME DES OBSÈQUES RELATIF AU DÉCÈS DE ROLAND BIKOUMOU**

Décédé le 14 décembre à Brazzaville, l'inhumation aura lieu mardi 24 décembre selon le programme ci-après :

- 11h00 : levée du corps et recueillement à la morgue municipale de Brazzaville
- 12h : départ pour l'église de Kisito
- 14h00 : départ pour le cimetière de Wayako
- 17h00 : retour et fin de la cérémonie

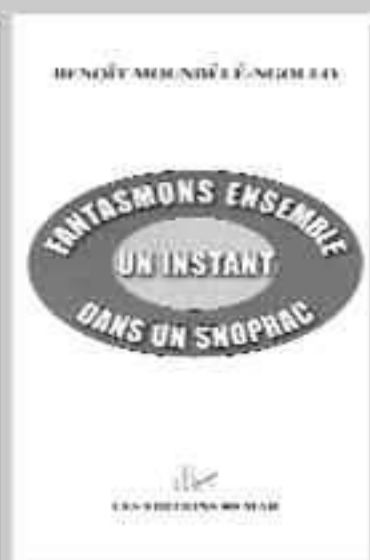
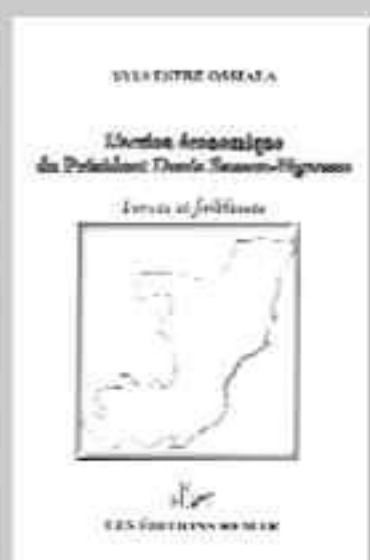


**IN MEMORIAM**



Le 21 décembre 2012- 21 décembre 2013  
 Une année déjà que le seigneur a rappelée à lui sa servante Sabala Soungou Bernadette agent de la SO-PECO Pointe-Noire, affectueusement appelée Maman Bibhy En ce jour anniversaire La famille Mangondo Mounzenze, la famille Sabat, Gnongo Pauline, les enfants et petits enfants prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.  
 Que son âme repose en paix.

**En vente à la Librairie Les Dépêches de Brazzaville**





## MUSIQUE

## Fally Ipupa boucle sa tournée africaine à Brazzaville

L'annonce a été faite par le manager exécutif de la maison Eye Mysterious, Romi Oyo, le 20 décembre à Brazzaville.

La célébrité musicale de l'artiste-musicien de la RD-Congo, Fally Ipupa, n'est plus à démontrer. Cet artiste qui a merveilleusement bien commencé l'année 2013 sur le plan musical avec son album Power qui ne cesse de cartonner, a voulu boucler cette année en égayant ses mélomanes de par-

palais des Congrès de Brazzaville. Ce concert est une production de la maison Eye Mysterious, maison de management d'artistes, de communication et de production que dirige Romy Oyo.

« Nous serons à notre énième organisation de concert avec Fally Ipupa, qui travaille beaucoup



tout. C'est ainsi qu'il a amorcé depuis quelques temps une tournée panafricaine qui l'a conduit tour à tour en Côte-d'Ivoire, en Angola, au Cameroun, à Dubaï, au Gabon, Kinshasa (capitale de son pays) et Brazzaville. C'est dans la capitale congolaise, et le 1er janvier que Fally Ipupa va donner son premier concert de l'année 2014 au

avec nous. Nous invitons les amoureux de la bonne musique à venir communier avec leur artiste qui a, actuellement le vent en poupe, Fally Ipupa », a précisé son manager exécutif adjoint, Krist-Duford Bakissi.

Fally Ipupa traversera le Pool-Malebo le 31 décembre.

Bruno Okokana

## Les enfants des orphelinats ont livré un concert à Brazzaville

Cette production musicale, présentée le week-end dernier au Mikhael's hôtel en prélude à la fête de la Nativité, fait partie du projet Artistes en herbe que pilote l'artiste Syssi Mananga visant à enseigner la musique aux enfants des quatre centres d'accueil et orphelinats de Brazzaville.

« Orphelin, ne baisse pas les bras ! », c'est l'encouragement à aller de l'avant que l'on a pu entendre au cours de ce concert, où enfants et adolescents se sont montrés très impressionnants. Les pensionnaires de l'orphelinat Saint-Joseph-Gaston ont été les premiers à passer sur le podium, dressé pour la circonstance au bord de la piscine. Ils ont interprété différentes chansons telles que African Music, Malaika, Galilée, Il est né le divin enfant et Mamalata, une célèbre chanson enfantine nigérienne. Après quelques mois seulement de formation, six garçons et filles ont fait la démonstration de leur talent à la percussion et quatre autres à la guitare. Les enfants sourds et muets du centre Ephata, dirigé par l'abbé Xavier, ont ensuite pris le relais, avec une belle chorégraphie de moonwalk, que la star mondiale Michaël Jackson a popularisé avec le succès que l'on sait.

Bien décidés à montrer qu'ils font

partie de ce monde, les enfants de l'orphelinat Immaculé-de-Marie ont interprété We are the world en lingala ainsi qu'une chanson de Noël de leur composition avant de reprendre Ukombotsi de la star sud-africaine Yvonne Chaka-Chaka. Ils ont également rappé pour le plus grand plaisir des spectateurs. Même chose pour les enfants de

tacle qui clôturera l'année en beauté.

Elle a également remercié les sponsors qui croient à ce projet et le soutiennent financièrement, rappelant que 15% des ventes de l'album de Sissy Mananga continuaient à être versés pour l'appuyer.

La responsable de l'orphelinat Saint-Joseph-Gaston, Célestine Bit-



Les enfants en pleine action (© Adiac)

l'orphelinat Nazareth, qui ont tour à tour interprété des chansons comme Père Jack, Awingawé, Africa liberté.

Vertu Ophélie Boudimbou, responsable de la communication du projet Artistes en herbe, a souligné que ce concert était l'occasion pour les familles de fêter Noël avant l'heure et que les meilleurs élèves recevraient des cadeaux durant le spec-

sikou, a quant à elle exprimé sa joie de voir ces enfants donner un spectacle d'une telle qualité. « Je suis émerveillée de voir tout ce qu'ils savent faire aujourd'hui. Ils vont à l'école, mais il est très important qu'ils s'épanouissent aussi culturellement et ils ont eu l'occasion de le montrer par ce spectacle », s'est-elle félicitée.

B.Ok.

## THÉÂTRE

## « Au cœur de ce pays » présentée à l'IFC

Le Congolais Abdon Fortuné Koumbha, les Camerounais Kwam Tawa et Jeanne Mbenti ont respectivement assuré la mise en scène, l'adaptation et l'exécution. Le trio a présenté un spectacle inédit pour la dixième édition du festival Mantsina sur scène le 19 décembre à l'Institut français du Congo.

Montée en trois semaines, la pièce adaptée de Au cœur de ce pays a impressionné et intéressé le public. Le spectateur est projeté dans une sorte de grotte au sol couvert de sciure de bois et éclairée de lampes tempête.

La pièce nous raconte la vie de Magda, une jeune campagnarde sud-africaine isolée dans le veld. Elle habite une ferme avec son père, un homme autoritaire pour lequel elle nourrit un amour incestueux, fait de souffrance et de haine. Son enfance malheureuse est renforcée par la solitude et le mal-être. Le personnage de Magda est parfaitement incarné par la comédienne camerounaise Jeanne Mbenti, qui a déployé tout son talent sur les planches au grand bonheur du public, suspendu à ses répliques. « Cela m'a fait du bien de tra-



Jeanne Mbenti, et Abdon Fortuné Koumbha

vailler avec un metteur en scène congolais. En même temps, j'ai eu une autre vision et une autre démarche artis-

tique à apprendre. Cette expérience m'a permis de me perfectionner en tant que comédienne et de changer ma façon

d'aborder un texte », a déclaré la comédienne.

Après cette première à Mantsina sur scène, la pièce sera jouée au

Cameroun au mois de juin 2014 au festival Scènes de théâtre francophone à Yaoundé. « On va revoir certaines choses et essayer de donner au spectacle un petit peu plus de souffle d'ici à juin. On verra s'il aura la chance d'aller ailleurs », a expliqué Abdon Fortuné Koumbha.

S'exprimant sur le choix de Jeanne Mbenti pour incarner le personnage de Magda, le metteur en scène congolais a précisé : « Je me suis intéressé à cette comédienne parce qu'elle avait souhaité travailler avec moi : je me suis dit pourquoi pas. L'art n'a pas de frontière, je voulais aborder le travail avec quelqu'un d'autre, voir comment mon rêve pourrait se matérialiser. La comédienne ne pose pas de problème, l'important est de voir ce qui est arrivé pendant ce processus de création. »

Abdon Fortuné Koumbha a lu de nombreux textes de J.M. Coetzee, qu'il considère comme un grand auteur, avant de choisir Au cœur de ce pays qui correspondait à l'univers qu'il voulait aborder.

Hermione Désirée Ngoma



## GOUVERNEMENT

## Adoption du projet de loi portant amnistie

**En attendant d'être présenté dès que possible à la représentation nationale, ce projet de loi prend en compte la période du 8 mai 2009 jusqu'à la date de sa promulgation.**

Le gouvernement a adopté, au cours de sa neuvième réunion ordinaire du conseil des ministres tenue le 20 décembre à la Cité de l'Union africaine, le projet de loi portant amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques. L'adoption de ce projet de loi présenté par le ministre de la Justice et des droits de l'Homme fait suite aux recommandations formulées par les délégués aux concertations nationales ainsi qu'aux engagements pris par le gouvernement dans sa Déclaration prenant acte de la fin de la rébellion armée de l'ex-groupe armé M23 à Nairobi. Ce projet de loi prend en compte la période du 8 mai 2009 jusqu'à la date de sa promulgation.

Cette loi d'amnistie s'applique aux auteurs d'infractions commises en RDC par les Congolais résidant au pays ou à l'étranger. Elle ne s'applique pas aux auteurs de crimes graves et/ou imprescriptibles au regard tant du droit national que du droit international. Toujours

d'après le compte-rendu fait par le ministre des Médias, chargé des relations avec le Parlement et de l'initiation à la nouvelle citoyenneté, « les crimes de génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, les infractions de trahison, d'assassinat, de meurtre, de vol à main armée, d'association de malfaiteurs, de détournement de deniers publics, les infractions à la réglementation de change, trafic des stupéfiants, enrôlement d'enfants soldats, viols et violences sexuelles », sont exclus du champ d'application de ce projet de loi. Il en est de même des condamnés fugitifs et latitants réputés aussi non éligibles.

Par ailleurs, les bénéficiaires de cette loi d'amnistie ont l'obligation de prendre l'engagement formel de ne plus réitérer les faits ainsi amnistiés à défaut d'être exclus du bénéfice de la présente loi et de toute amnistie ultérieure. « Il importe de noter que les faits ainsi amnistiés, bien qu'ayant perdu leur caractère infractionnel, laissent cependant subsister la responsabilité civile de leurs auteurs, lesquels sont tenus à la réparation », précise le compte-rendu.

Alain Diasso

## ITALIE-RDC

## Tensions sur un problème d'adoption

**Une vingtaine de familles italiennes attendent depuis novembre à Kinshasa le feu vert des autorités pour l'adoption de petits Congolais**

« Voilà que même le Congo se moque de nous ! » Ce commentaire peu amène est de Giorgia Meloni, députée italienne de droite, à propos de la rigidité dont feraient montre les autorités de Kinshasa sur des adoptions dont le principe avait été convenu et concordé depuis longtemps. L'affaire a pris soudainement une tournure autre, la diplomatie et la politique des deux côtés s'en sont saisies avec passion pour un résultat, pour le moment, nul. À Rome, la ministre des Affaires étrangères, Emma Bonino, a convoqué à la Farnesina l'ambassadeur Albert Tshisseleka-Felha pour s'expliquer sur ce qui est considéré ici comme un revirement des autorités congolaises.

Sans circonlocutions préalables, Mme Bonino a fait savoir à l'ambassadeur le mécontentement de son gouvernement. « Vous n'avez pas respecté les assurances verbales données à notre ministre, Cécile Kyenge. C'est déconcertant », a dit Mme Bonino, dont le franc-parler est connu de tous. Avec tout autant de franchise, la ministre italienne a

fait comprendre à ses compatriotes que l'issue de cette affaire était des plus incertaines, et qu'elle semblait même évoluer plus « vers le négatif » que vers autre chose. « Mais nous continuons à déployer les efforts par tous les canaux possibles », a tout de même tempéré la ministre. C'est qu'à Kinshasa le langage clair a également été manié durant la semaine : pas d'adoptions d'enfants congolais, point barre ! La décision aurait été signifiée aux ambassadeurs de France, d'Italie, des États-Unis, du Canada et de Grande-Bretagne : et là-dessus, la République démocratique du Congo (RDC) se montre intraitable. À Rome, l'affaire prend une dimension nationale : les familles concernées par des adoptions qui devaient égayer leurs vies à Noël ne cessent d'agiter tous les réseaux (l'une d'elle a même écrit au pape !) pour ne pas faire les frais de ce que les Italiens considèrent comme une attitude aux motivations peu claires.

Ce sont en tout vingt-quatre couples italiens qui se sont rendus à Kinshasa dans l'intention de ramener vers la Péninsule des enfants retenus pour être adoptables par eux. Mais la RDC, arguant de son droit de souveraineté, n'entend pas

relâcher un aussi grand nombre d'enfants sous le seul prétexte qu'ailleurs ils vivront mieux. La ministre italienne de l'Intégration, Cécile Kyenge-Kashetu, d'origine congolaise, avait fait le déplacement de Kinshasa en novembre dernier entre autres pour dénouer l'écheveau de cet embrouillami. Le problème est, selon elle, que « les couples bloqués à Kinshasa sont déjà, de fait, juridiquement reconnus comme les parents des petits Congolais ». « Il y a des pays qui prennent des lois au gré des circonstances, cela entraîne des contradictions et des incompréhensions. Cette affaire est en passe de représenter un réel contentieux entre l'Italie et la République démocratique du Congo », a déclaré aux médias la ministre Kyenge. Déjà cible privilégiée de pesantes attaques sur ses origines raciales, ses compétences professionnelles ou la moralité de certains membres dans son entourage, Cécile Kyenge revient avec cette affaire, et à son corps défendant, au centre de l'attention des extrémistes de droite qui l'accusent d'avoir menti après sa mission de novembre dernier dans son pays d'origine.

Lucien Mpama

## CONCERTATIONS NATIONALES

## Joseph Kabila appelé à traduire les résolutions en actes

**L'insistance des Forces acquises au changement (FAC) tient à marquer une différence avec les temps passés et à booster le décollage du pays.**

Les FAC ont tenu, le 20 septembre, à Ngaliema un point de presse au cours duquel elles ont communiqué avec la presse et la Nation congolaise tout entière sur la question de la guerre de l'Est, les concertations nationales, et le gouvernement de cohésion nationale. Dans cet exercice, les FAC, par la bouche de leur coordonnateur, Moïse Moni Della, ont encouragé la reprise des pourparlers de Kampala, « qui sont parmi les voies de la consolidation de la paix, gage de la cohésion nationale ». « Les FAC félicitent les Fardc pour la bravoure qu'elles nous ont manifestée pour défendre leur patrie pour qu'on parle aujourd'hui de la victoire. Mais elles en appellent également à toute la classe politique au dépassement et à la retenue en évitant le triomphalisme. Car gagner la guerre sur le champ de bataille ne suffit pas mais ce qui est plus important est la consolidation de la paix », a souligné cette plate-forme.



Moïse Moni Della encadré par ses pairs des Fac

**Une volonté de voir le pays avancer**

Les FAC ont, en effet, insisté sur leur volonté de voir le pays avancer. C'est cette volonté qui, selon ces forces politiques, conduit le pragmatisme dont elles font montre et qui motive leur ouverture par rapport aux concertations nationales et la mise en oeuvre de ses résolutions.

Pour ces forces politiques, parmi les alternatives qui se présentent en ce moment pour booster le développement du

pays se trouve en bonne place la mise en exécution des résolutions des concertations nationales. C'est dans cette optique que cette plate-forme a exhorté le chef de l'État, Joseph Kabila, à traduire en actes les résolutions de ce forum national tenu au cours la deuxième moitié de l'année finissante.

Les FAC ont, par ailleurs, souligné les réserves émises par elles, en qualifiant ces résolutions de « chapelet de bonnes intentions ». Mais elles ont également relevé leur soutien à

ces assises dont l'importance a été à plusieurs occasions rappelée par elles. « Il sied de rappeler que notre pays a vécu de bons discours mais qui sont restés sans suite. C'est pourquoi nous demandons au chef de l'État de faire la différence cette fois-ci, en traduisant en actes, ces résolutions, pour qu'on ne fasse pas le parallèle avec l'époque où des discours étaient le seul moyen de distraire le peuple qui, au fil du temps, s'en est habitué et ne les prenait plus en consi-

dération », a souligné Moïse Moni Della, dans cette déclaration des FAC.

**Un gouvernement pour consolider la cohésion nationale**

Les FAC ont, enfin, recommandé aux politiques congolais de se surpasser, de se mettre ensemble et d'oublier tout ce qui les divise. Cette attitude leur permettra, selon cette plate-forme, de regarder tous dans la même direction. Pour les FAC, la formation du gouvernement de cohésion nationale, tel que promis par le chef de l'État devant le congrès, est une circonstance politique qui demande voire exige, lorsque les choses vont mal dans un État, aux filles et fils de l'opposition et de la majorité de travailler ensemble pour l'intérêt du pays.

De cet avis, le gouvernement à former doit avoir pour mission de consolider la cohésion nationale, de pérenniser la paix et d'organiser les élections prochaines. Pour les FAC, cette équipe qui devra également œuvrer pour l'amélioration des conditions sociales de la population ne devra pas travailler pour la prolongation du mandat présidentiel.

Lucien Dianzenza



## RDC

# Diomi Ndongala appelle les Congolais à surpasser leur peur

**Le politicien, membre de l'opposition, a décidé de lancer une rubrique éditoriale sur le pays et les questions politiques majeures, en vue de continuer à contribuer, malgré son incarcération, sur la marche de la Nation.**

Dans une lettre écrite à partir de sa cellule de la Prison centrale de Makala, à Kinshasa, le président de la Démocratie chrétienne (DC) et porte-parole de la majorité présidentielle populaire (MPP), Eugène Diomi Ndongala, a exhorté les Congolais à se surpasser de leur peur et de comprendre que leur futur est en danger. Dans cette première correspondance, le député invalidé et remplacé a décrit l'« entropie politique » que vit le pays. Dans son courrier, Eugène Diomi a décrié les derniers accords signés entre le gouvernement et le groupe rebelle M23 ainsi que le revirement pris par le forum national organisé dernièrement. « *Les accords politiques avec la communauté internationale, avec les rebelles, s'additionnent mais la République démocratique du Congo (RDC), plutôt que de reprendre le chemin de la remise sur les rails du processus de démocratisation, semble œuvrer dans le sens contraire : la mise en place d'une dictature à vie* », a-t-il noté.

De l'avis du président de la DC, les concertations nationales, en tant que forum politique complètement « téléguédé », ont donné lieu quand même à quelques allures d'espoir de redynamisation de la vie politique interne du pays. « *Mais, comme d'habitude, au-delà des grands discours et des chorégraphies folkloriques habituelles, les Congolais ont vite compris que le pouvoir ne veut pas respecter ses propres engagements souscrits par*



Diomi Ndongala, Moni Della, Olenghankoy et Franck Diongo/Photo LDB

sa propre majorité lors de ce forum politique », a-t-il écrit. De son avis, la non-application de la résolution des concertations sur la libération des prisonniers politiques est l'exemple patent de la situation décriée. Pour Eugène Diomi, en effet, alors que l'Accord-cadre d'Addis-Abeba prône la réconciliation nationale et la relance du processus de démocratisation, le pays assisterait à un processus contraire avec, à la clé, une prévisible révision constitutionnelle pour éterniser Joseph Kabila à la tête du pays.

**Manque de dialogue entre opposition et majorité**

Dans sa réflexion, le porte-parole de la MPP a décrié une « *politique de faux habillage dialectique* », qui serait toujours d'actualité alors que le manque de dialogue entre la vraie opposition et « *majorité* » est *incontestable*. « *Au moment où j'écris mes réflexions que, en toute modestie, je désire partager avec mes compatriotes, il me semble qu'un vide de pouvoir s'annonce en RDC, un vide à peine colmaté par le dynamisme du nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, le vert Martin Kobler* », a-t-il dit. Pour Eugène Diomi, en effet, si l'on grattait la surface de la fine couche de peinture étalée pour cacher la « passi-

vité kabiliste », on se rendrait vite compte que ce pays est actuellement sans un vrai gouvernement, l'actuel étant de facto démissionnaire, « *avec une assemblée nationale et un Sénat en vacances alors que le budget de l'état pour 2014 n'est pas voté et surtout avec la signature par le Cirgl/Sadc d'une conclusion des pourparlers de Kampala alors que l'application essentielle de cet accord demeure sans prise en charge à ce jour* ». Application des accords signés « *Combien de temps encore ces insurgés qui se sont rendus résisteront à dormir à la belle étoile, sans nourriture et sous la pluie, avant de reprendre le chemin de la*

*brousse ?* », s'est demandé Diomi Ndongala.

Pour le président de la DC, en effet, il ne faut pas oublier que le prétexte du lancement de la rébellion/agression fut la non-application des accords précédents de mars 2009. « *Des lors, il me semble nécessaire au moins de ne pas se replacer dans la position, encore une fois, en signant des accords, devant une pléthore de témoins internationaux, et par la suite de ne pas donner application à ces engagements souscrits au nom de la République* », a-t-il soutenu.

De son avis, un plan de désarmement, démobilisation et réinsertion ni l'amnistie, le pays ne fera que se placer, encore une fois, dans la même position de mars 2009. Et, en toute vraisemblance, les mêmes préalables donneront lieu à des nouveaux prétextes visant sa déstabilisation permanente.

Dans son état de lieu, Eugène Diomi Ndongala pense que, malgré l'application systématique de la politique du maquillage esthétique à la consommation extérieure, aucune fracture politique n'est colmatée alors que le choix de la politique économique dite de la « modernité » à la place de la promotion du développement qui passe par la construction des infrastructures de base, la promotion de l'agriculture et le démarrage de l'industrialisation du pays, demeure à la base des basses performances économiques du pays.

Lucien Dianzenza

## MINES

## Des milliers de clandestins autour des sites industriels dans l'est de la RDC

**Trois mille exploitants illégaux sont opérationnels aux alentours du projet Twangiza (nom du village accueillant le projet) de Banro Corporation, au Sud-Kivu.**

La province a repris avec la production industrielle de l'or en situation d'arrêt avec les crises politico-militaires successives et la montée de l'insécurité. Depuis quelques années, les exploitants industriels ont repris du service dans les sites jadis abandonnés et occupés anarchiquement par les exploitants illégaux. L'or et la cassitérite sont les deux ressources exploitables au niveau industriel dans la province, et les mines apportent des revenus à 90% des ménages. D'où la complexité du problème posé par les exploitants illégaux. Dans le cadre de la révision du Code minier de 2002, le volet de l'exploitation artisanale non pris en compte devait trouver des solutions durables dans le cadre de la nouvelle loi.

La compagnie minière canadienne Banro a débuté la construction de son usine de Twangiza vers fin 2006 et début 2007. Face à ces milliers d'exploitants illégaux, elle juge nécessaire de réfléchir sur une démarche capable de mieux réguler les exploitations aurifères à petite échelle dans

sa concession. La question est loin de constituer une préoccupation pour les opérateurs miniers. Même l'administration des mines a réfléchi longuement sur les voies et moyens de mieux organiser le secteur artisanal pour arriver à mettre fin au travail des exploitants illégaux. Elle a déploré le déficit infrastructurel dans les zones artisanales, et la faiblesse des taxes prélevées localement par rapport à celles provenant des industriels. Elle préconise de multiplier les coopératives pour un meilleur encadrement des artisans, et une possibilité de meilleur accès au crédit. De même, la réorganisation des centres de négoce devrait aider à la constitution des mercuriales pour contraindre les artisans à travailler professionnellement.

À terme, l'idée est aussi d'interdire l'exportation des minerais à l'état brut sans une plus-value ou une valeur ajoutée qui ne peut provenir que des exploitants industriels. Auparavant, cette compagnie minière avait intégré une partie des creuseurs clandestins dans la construction de l'usine du projet Twangiza, située dans la ceinture aurifère africaine inexploitée longue de 210 km allant de Twangiza à Na-

moya. Il s'agissait du plus grand projet pour Banro qui l'a placé d'ailleurs en priorité sur les autres projets (Namoya, Luguswa et peut-être Kamituga) pour des raisons d'accessibilité au site. Une partie des creuseurs se trouvait d'office absorbée. Et pour le reste, il fallait trouver d'autres solutions car le « chômage forcé » allait continuer à les faire revenir en masse dans la concession. Banro détient des permis sur des sites estimés à 200 km à travers les provinces du Sud-Kivu et du Maniema.

Pour rappel, des données historiques de plus de 80 ans ont confirmé la présence de l'or à Twangiza. Les travaux d'exploration ont débuté dans les années 1957, et cela a permis de consolider les renseignements sur le projet Twangiza. Une faible exploitation a été lancée près de la rivière Mwana mais le projet Twangiza a permis véritablement de lancer une exploitation industrielle d'envergure. Au début de cette exploitation, la première du genre, l'on estimait encore la disponibilité de 80% des ressources du site. Le projet Namoya, du reste, très avancé commencera l'extraction dans la mine au premier trimestre 2014.

Laurent Essolomwa

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## Des professionnels de médias formés sur le rôle des correspondants

**Deux autres ateliers axés sur l'utilisation des téléphones mobiles par les correspondants pour le reportage sont annoncés.**

L'Unesco a organisé, du 19 au 21 décembre, des ateliers de formation dans le cadre du projet « Renforcer les radios locales par le biais des technologies de l'information et de la communication » en faveur des professionnels de médias. Ce projet exécuté avec l'appui financier de l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida) avait pour thème le rôle des correspondants à rapporter l'information locale, collecter les témoignages et conduire les interviews. Après cette première session, deux autres ateliers, axés sur l'utilisation des téléphones mobiles par les correspondants pour le reportage, les contenus sensibles au genre et sur les interviews, seront organisés respectivement à Kasumbalesa, à Moanda, à Kimpese et à Kenge au profit des correspondants locaux. Les stations bénéficiaires de cette formation sont Radio Deo gracias, Radio communautaire de Moanda, Radio Bangu et Radio Kimvuka na Lutondo.

Les fondamentaux de la loi sur l'exercice de la liberté de la presse en RDC, sur la régulation et l'autorégulation et sur les normes professionnelles et déontologiques en journalisme seront également abordés. Au total soixante correspondants locaux participeront à ces ateliers, à raison de quinze par radio.

Jeannot Kayuba



## SITUATION EN CENTRAFRIQUE

## Les Fardc à la rescousse de la Misca

**En sa qualité de commandant suprême des Fardc, le chef de l'État, Joseph Kabila, vient de décider d'affecter à cette force internationale un contingent issu des unités d'élite actives au sein de l'armée nationale congolaise.**

La République démocratique du Congo vient d'opter pour sa participation en termes de contribution en hommes des troupes à la Mission internationale de stabilisation de la Centrafrique (Misca) qui est en cours de déploiement en République Centrafricaine. La décision d'affecter à cette force placée sous les auspices de l'Union africaine un contingent congolais issu des unités d'élite actives au sein des Fardc fait suite à une requête des instances de la Communauté économique des États d'Afrique centrale et de l'Union africaine. L'annonce en a été faite le 21 décembre par Lambert Mende Omalanga au cours d'un point de presse. Le Porte-parole du gouvernement a donné toutes les motivations qui sous-tendent cette décision d'autorité prise par le chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, en sa qualité de commandant suprême des Fardc. Le contingent congolais est constitué d'un bataillon d'infanterie composé de 850 éléments

aguerris. De l'avis de la haute hiérarchie militaire, trois à quatre jours seraient amplement suffisants pour effectuer le transfert des troupes à partir de la RDC, a révélé le ministre tout en indiquant que les autorités compétentes misaient, pour leur part, sur une marge de quinze jours, le temps d'affiner tous les préparatifs multiformes du contingent pour une action efficace et efficace. Lambert Mende justifie cette participation des Fardc à la Misca par la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire en République Centrafricaine laquelle a de sérieuses répercussions sur la frontière commune avec la RDC. Le conflit qui a conduit au changement de régime politique dans ce pays a, en effet, entraîné dans son sillage une série de séditions et de sévices qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes inoffensives.

#### Près de 50.000 réfugiés centrafricains

Les affrontements plus ou moins circonscrits des derniers mois sont en train d'évoluer très dangereusement sur fond de « motivations ethniques ou identitaires avec un élargissement exponentiel du rayon des victimes



Les éléments des Fardc

des violences », a noté Lambert Mende. Et la RDC, qui subit actuellement les conséquences des conflits ethniques ou identitaires du fait de son voisinage avec la Centrafrique, est obligée de s'impliquer dans le processus de paix susceptible d'y rétablir et consolider la paix et la sécurité. Citant les statistiques de la Commission nationale des réfugiés, l'officiel congolais note que la RDC héberge actuellement près de 50.000 réfugiés centrafricains, exactement 49.838 qui, fuyant les

exactions, ont sollicité et y ont obtenu l'asile à la suite du conflit en cours. 4.569 centrafricains réfugiés ont traversé la frontière ces dernières heures malgré sa fermeture, a-t-il précisé ajoutant qu'il s'agit là d'un « fardeau supplémentaire pour la RDC qui a déjà fort à faire avec la réhabilitation du Nord et du Sud Kivu, victimes d'une guerre d'agression finissante ». Et d'ajouter que cette contribution en hommes de la RDC au processus de normalisation en Centrafrique constitue « un apport

important et utile » à la stabilisation de ce pays et à celle de l'Afrique centrale.

D'où la RDC, qui a déjà expérimenté ces types de conflits identitaires avec les tristes événements survenus au Rwanda en 1994 sur fond d'une déstabilisation récurrente des provinces du Nord et Sud Kivu au cours des deux dernières décennies, a-t-il indiqué, ne pouvait guère être indifférente à ce qui se passe actuellement en Centrafrique.

Alain Diasso

## SANTÉ INFANTILE

## Plus de 97% d'enfants guéris de la malnutrition

**Le projet de lutte contre la malnutrition chez les enfants mis en œuvre grâce à un partenariat entre l'Unicef, Caritas Congo ASBL, Programme national de nutrition (Pronanut) et BDOM dans la province du Bandundu a donné des résultats satisfaisants qui émerveillent la population habitant dans cette province.**

Selon le constat fait par une équipe conjointe Caritas Congo et Pronanut en mission de suivi et évaluation du Projet de prise en charge nutritionnelle dans les Zones de Santé de Kimbau, Moanza et Mwela-Lembwa dans la province du Bandundu, il ressort que le taux de guérison est de 97% pour la zone de santé de Mwela-Lembwa, contre 3% d'abandon et 0% de décès. Quant à la zone de Santé de Kimbau, le taux de guérison est de 99,40%, contre un taux de décès de 0,6% et 0% d'abandon.

Pour Nono Bumba, superviseur nutritionniste à Caritas Congo, ce résultat a été rendu possible grâce à un projet de trois mois qui est arrivé aujourd'hui à terme.

« Nous devrions traiter principalement dans chacune de ces trois zones de santé mille deux cas de malnutrition aiguë sévère, soit un total de trois mille six cents enfants. Nous sommes à mille cinq cent quatre-vingt-cinq cas dans la zone de santé de Mwela-lembe, avec un taux de guérison de 97%, avec seulement 3% d'abandon. Jusque-là, on n'a enregistré aucun cas de décès ».

Quant à la Zone de Santé de Kimbau, le taux de guérison est de 99,40%, contre 0,6% de décès.

#### Pérenniser les acquis de ce projet

Les résultats doivent être capitalisés, sinon on risquerait de retomber dans la situation de départ. Et pour éviter que ces efforts soient annihilés, le médecin chef de zones de santé ad intérim de Mwela-Lembwa, le Dr Cress Mfutila, plaide pour que ce projet de prise en charge nutritionnelle soit pérennisé. « Nous envoyons ce message à la Caritas Congo ASBL et à l'Unicef, son partenaire, pour la prolongation de ce projet en vue de continuer à prendre en charge des enfants encore en traitement ». Il a, en plus, sollicité qu'un appui en sécurité alimentaire soit apporté à cette province pour relancer l'agriculture. « Ce serait une meilleure manière de mettre fin à la malnutrition dans cette zone où la population accorde un moindre intérêt à l'agriculture », fait-il savoir.

De son côté, le Dr Toussaint Tusuku, chef de division des interventions au Programme national de nutrition, qui se réjouit des résultats réalisés invite la population à la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pour que les enfants ne souffrent plus de la malnutrition.

« Nos mamans doivent désormais allaiter correctement les enfants, c'est-à-dire ne leur donner que du lait maternel de la naissance à 6 mois. Et après six mois, bien suivre les conseils pour constituer l'alimentation de complément, avec l'allaitement qui devra se poursuivre jusqu'à 2 ans », conseille-t-il.

Aline Nzuzi

## SANTÉ PUBLIQUE

## Les professionnels de médias impliqués dans la lutte contre la pneumonie

**Première cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, la pneumonie demeure non seulement un problème de santé mais aussi un facteur de pauvreté pour bien de familles.**

La lutte contre la pneumonie implique, à en croire le directeur du Programme national de lutte contre les infections respiratoires (PNIRA), le Dr Fidèle Ilunga, tout le monde. C'est ce qui justifie la tenue d'une journée d'information organisée par PNIRA appuyé par C-Change à l'intention des professionnels de médias dans la salle de réunion du centre catholique Béthanie. Au cours de cette journée, les journalistes ont été informés sur l'ampleur, les conséquences et les moyens de lutte contre cette maladie évitable.

Parlant de l'ampleur de la maladie, le Dr Wivine Mbwebwe révèle que dans le monde, environ huit millions d'enfants meurent chaque année des maladies évitables telles que la pneumonie. Celle-ci tue environ un enfant toutes les quinze secondes avec en moyenne cinquante millions d'épisodes de pneumonie par an chez les enfants de moins de 5 ans surtout dans les pays en développement. En RDC, poursuit-elle, trois millions huit cents enfants souffrent chaque année de la pneumonie tandis que septante sept mille enfants en décèdent. La malnutrition, le faible poids à la naissance, le sida, la rougeole, l'absence du lait maternel, le sida, la promiscuité dans les

ménages, le froid, les fumées de cuisine, de tabac sont autant de facteurs favorisant cette maladie.

Le Dr Fidèle Ilunga qui a planché son intervention sur les conséquences de la fumée sur la santé, a souligné que la fumée à l'intérieur des maisons favorise la pneumonie. Se fiant à certaines données, le Dr Fidèle Ilunga révèle que 20% des infections respiratoires sont attribuables à des causes environnementales dont la fumée.

Plus d'un million de personnes, renchérit-il, meurent par an de broncho-pneumopathies obstructives dues à l'exposition à la pollution et 1,5% de décès lié au cancer de poumon serait dû à l'exposition à la fumée à l'intérieur de la maison. Sur la santé, l'exposition à la fumée est néfaste. « La pollution de l'air à l'intérieur des maisons entraîne le déficit pondéral à la naissance, la tuberculose, le cancer de la gorge, les maladies cardiaques. Elle favorise des inflammations des voies respiratoires et des poumons et affaiblit également la réponse immunitaire ».

Pour prévenir la pneumonie, le Dr Fidèle Ilunga conseille de ne pas s'exposer à la fumée, de remplacer des sources de pollution par des fours améliorés qui ne dégagent pas la fumée, de faire sécher le bois avant de les utiliser, d'utiliser le couvercle pour conserver la chaleur et enfin tenir les enfants à l'écart de la fumée.

A.Nz.



7<sup>e</sup> ART

## Des journalistes formés à la critique cinématographique

L'atelier, organisé du 16 au 21 décembre à l'Institut français, a été animé par le Français Olivier Barlet, directeur de publication du célèbre site *Africultures* et spécialiste du cinéma africain.

Pendant cinq jours, quinze journalistes de télévision, de radio et de la presse écrite de Kinshasa ont pu bénéficier de notions de critiques cinématographiques fondées essentiellement sur les stratégies narratives et esthétiques utilisées par les réalisateurs dans la construction du récit cinématographique. Pour ce faire, plusieurs films africains ont été visionnés (en partie ou en totalité) et analysés par les participants, notamment « *Ezra* » du Nigérian Newton Aduaka, « *Darrat* » du Tchadien Mahamat Saleh Haroun, « *Borom Sarret* » de Sembène Ousmane, « *Afrique sur seine* », « *Assistance mortelle* » de l'Haïtien Raoul Peck, « *Mbote* » du Congolais Tshoper Kabambi, « *Olongo* » de la réalisatrice congolaise Clarisse Muvuba et « *86400* » du Congolais Patrick Kuba. Les trois derniers films ont été visionnés et analysés en présence de leurs auteurs.



Vue des journalistes et formateur pendant l'atelier (Photo Bimpa Production)

En outre, Olivier Barlet a informé les participants à l'atelier de l'existence de la Fédération africaine de la critique cinématographique, dont le site *africiné.org* répertorie plus de 14.000 films africains. Le site publie également, entre autres, l'actualité sur le cinéma africain, les critiques des journalistes africains. Pour ce faire, a fait savoir l'animateur de l'atelier, cette plate-forme constitue

un véritable outil de travail pour les journalistes congolais formés à la critique cinématographique. Ces derniers pourront y être répertoriés et publier leurs articles soit individuellement ou via l'association

#### Sudplanète, une base de données interactive

Par ailleurs, les journalistes ont également pu avoir des informations

sur le portail d'information « Sudplanète », actuellement en cours de développement. Ce dernier a l'ambition d'être une base de données unique, interactive, multilingue et offrant une série de services utiles aux professionnels de la Culture, tout en informant le grand public. Les journalistes présents à l'atelier ont également été mis en contact avec la toute nouvelle association

des femmes cinéastes de la RDC dont l'objectif est notamment de promouvoir le rôle de la femme dans les métiers du cinéma. Pour ce faire, l'association va organiser un festival de cinéma féminin à Kinshasa au mois de mars 2014.

L'atelier a été organisé par la structure Bimpa production du réalisateur congolais Tshoper Kabambi, en collaboration avec le service audiovisuel de l'ambassade de France en RDC dirigée par Antoine Yvernault. Il visait à former des journalistes passionnés de cinéma au métier de la critique cinématographique ; faire exister un réseau de critiques actifs et capables d'accompagner les œuvres cinématographiques congolaises et permettre une large visibilité du cinéma congolais à travers des émissions de radio et de télévision ainsi que des articles que publieront les futurs critiques. La présence de ce réseau de critiques, précisent les organisateurs, permettra aux cinéastes congolais de s'enrichir de différents avis émis par les critiques, d'échanger avec eux et de nouer des contacts avec un large public.

Patrick Ndongi

## CLASSEMENT-FIFA

La RDC à la 82<sup>e</sup> place en décembre 2013

La RDC a grimpé d'une place au classement Fifa du mois de décembre, alors que les Léopards n'ont plus livré de matchs de date Fifa depuis le match de la dernière journée du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe du monde contre le Togo en septembre, match perdu à Lomé par un but à deux.



Vue d'un match RDC-Libye à Kinshasa

La Fifa a rendu public, le 19 décembre, à Zurich en Suisse en son siège, son classement des pays pour le mois de décembre. La RDC a grimpé d'une case, passant de la 83<sup>e</sup> en novembre à la 82<sup>e</sup> position avec 427 points. Elle occupe la 20<sup>e</sup> position en Afrique, derrière le Gabon (19<sup>e</sup>), la Sierra Leone (18<sup>e</sup>), le Maroc (17<sup>e</sup>), le Togo (16<sup>e</sup>), la Zambie (15<sup>e</sup>), le Sénégal (14<sup>e</sup>), l'Afrique du Sud (13<sup>e</sup>), la Guinée (12<sup>e</sup>), etc. La RDC a gagné une place sans pour autant jouer une seule rencontre depuis le dernier match des éliminatoires de la Coupe du monde, match remporté par le Togo à Lomé sur le score d'un but à deux. Naturellement, les rencontres des éliminatoires du Championnat d'Afrique des Nations n'entrent pas en compte pour le classement Fifa.

Le Top 10 en Afrique se compose de la Côte d'Ivoire (17<sup>e</sup> au monde avec 918 points), le Ghana (24<sup>e</sup> avec 849 points), l'Algérie (26<sup>e</sup> avec 800 points), le Nigeria (37<sup>e</sup> avec 710 points), le Cap-Vert (39<sup>e</sup> avec 698 points), l'Égypte (41<sup>e</sup> avec 695 points), le Mali (45<sup>e</sup> avec 664 points), la Tunisie (48<sup>e</sup> avec 632 points), le Cameroun (50<sup>e</sup> avec 615 points) et le Burkina Faso (53<sup>e</sup> avec 591 points).

Sur le plan mondial, l'Espagne (1507 points) continue d'être première suivie de l'Allemagne (1318 points), l'Argentine (1251 points), la Colombie (1200 points), le Portugal (1172 points), l'Uruguay (1132 points), l'Italie (1120 points), la Suisse (1113 points), les Pays-Bas (1106 points), le Brésil (1102 points).

M.E.

## FOOTBALL-TRANSFERT

## Trésor Mputu quitte Mazembe pour Kabuscorp en Angola

La nouvelle d'un éventuel transfert vers le club de Kabuscorp en Angola de Trésor Mputu (28 ans), considéré comme le meilleur joueur en RDC depuis plusieurs années, couvait depuis quelques semaines; et « *Les Dépêches de Brazzaville* » faisait le relais de cet échos. Cette rumeur vient de se concrétiser.

Le meneur du Tout-puissant Mazembe est arrivé le 20 décembre à Luanda afin de discuter directement avec le tuteur du club champion d'Angola 2014, le général et homme d'affaires angolais Bento Kangamba. Le montant du transfert n'a pas encore été divulgué. Mais on laisse dire qu'il coûte cher et fait la fierté de la RDC. Et selon une source sur place à Luanda, Trésor Mputu devrait être présenté officiellement le dimanche.

Ancien attaquant du Daring Club Motema Pembe de Kinshasa et actuel membre du comité des supporters de Kabuscorp à Luanda, Cailloux Nzalambila a précisé sur Radio Okapi que Trésor Mputu devrait se lier à Kabuscorp pour une année. « Nous avons commencé à suivre Mputu depuis longtemps, c'est comme ça que nous avons tout fait pour l'enrôler au sein de notre équipe. Il sera présenté d'ici dimanche comme joueur

de Kabuscorp et portera son numéro 8 », affirmait-il sur la radio onusienne émettant à partir de Kinshasa lors de l'arrivée de Trésor Mputu à l'aéroport de Luanda le vendredi. La star congolaise de football a été accueillie à l'aéroport de Luanda par plusieurs fans du club angolais avec des champs. Trésor Mputu a déclaré : « *Je suis joueur de Kabuscorp, je vais aider l'équipe qui joue la Ligue des champions et aussi la Girabola (la D1 angolaise). Le président Bento Kangamba a beaucoup investi pour que je vienne en Angola, avec ma famille* ».

Le départ de Trésor Mputu ne pourrait pas être très ressenti au sein de Mazembe où il a passé pratiquement la plus grande partie de sa carrière (il n'avait que 17 ans quand il est arrivé à Lubumbashi en provenance de l'ex-Kin City de Kinshasa). Pour l'entraîneur français du club, Patrice Carteron, Trésor Mputu a compris que Mazembe peut gagner sans lui. Notons aussi qu'avec ce transfert, Trésor Mputu ne pourrait pas jouer pour les Léopards locaux qui disputeront la troisième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) à partir du 11 janvier jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2014. L'ancien capitaine des Corbeaux du Katanga avait d'ailleurs annoncé sa retraite internationale aussi longtemps que l'organisation fera défaut au sein de la sélection. Il n'avait pas digéré la prime de 600 dollars accordée à chaque joueur des Léopards locaux lors des rencontres des éliminatoires du Chan, alors que cette prime grandement supérieure dans d'autres pays d'Afrique. Ce départ à l'étranger apparaît aussi comme un moyen trouvé par Trésor Mputu pour ne pas partir en sélection.

À Kabuscorp, Trésor Mputu retrouve d'autres joueurs congolais comme le latéral droit international Issama Mpeko (transfuge de V.Club), Lami Yakini, Daniel Mpele Mpele (ancien de V.Club et Inter), Landu Makela (Ancien du DCMP), Lubanzadio, alias Messi (ancien de V.Club), le gardien de but Matampi Vumi Ley (ancien de Mazembe et du DCMP). Rappelons que Kabuscorp avait engagé le champion du monde brésilien Rivaldo en 2012. l'ancien joueur de Barcelone est reparti dans son pays après une saison passée en Angola.



Trésor Mputu à son arrivée à Luanda

Martin Enyimo



## HUMEUR

## Des enfants orphelins... de parents vivants !

Le commun des mortels emploie de plus en plus l'expression « enfants orphelins de parents vivants » pour désigner des enfants de la rue ou vivant dans des orphelinats, voire adoptés par des personnes de bonne foi, mais ayant des géniteurs bien vivants qui les ont abandonnés pour des raisons qui leur sont propres.

Ces raisons sont connues, notamment les grossesses non désirées qui conduisent à l'abandon de nouveau-nés dans les orphelinats, les fondations, chez les responsables de quartier, voire dans les poubelles. Autre raison, la précarité financière et la charge de la progéniture qui pousse certains parents mal intentionnés à jeter leur enfant à la rue. Autrement dit, tous les enfants de la rue ou ceux rencontrés dans des orphelinats ne sont pas toujours des enfants qui n'ont plus de parents biologiques.

La précocité sexuelle qui anime la jeune génération peut également conduire à ce phénomène. Cette jeunesse arrive très tôt à la sexualité et la conséquence peut être l'avortement, et si ce dernier échoue l'enfant est abandonné à son triste sort. Tout cela conduit à l'augmentation du nombre d'enfants dits orphelins de parents vivants. C'est l'occasion d'interpeller la solidarité familiale, car l'enfant qui naît n'est pas seulement l'affaire des géniteurs, mais il devrait par solidarité être l'affaire de toute la lignée familiale pour sa protection, son éducation et son devenir. Voir les choses ainsi n'est pas encourager les grossesses non désirées. Cela sous-entend que les oncles, tantes, nièces, neveux, cousins, grands-parents devraient s'impliquer pour que l'enfant ne soit pas jeté à la rue ou abandonné à l'orphelinat.

La réussite d'un enfant a toujours été une joie familiale, alors pourquoi cette même famille n'intervient-elle pas pour sauver l'enfant de la rue, l'élever et l'encadrer ? Les divorces des parents peuvent aussi expliquer ce phénomène des enfants orphelins de parents vivants. Quelle honte familiale ! Après investigation, on sait bien que certains enfants dans les orphelinats sont nés de parents bien vivants.

Ce concept d'enfants orphelins de parents vivants risque de pousser certains orphelinats, fondations, hommes de bonne foi, responsables de quartier à refuser d'héberger des enfants, surtout ceux qui ont des parents en vie. Ces orphelins ne sont que des enfants privés de l'assistance de leurs parents ou de leurs tuteurs. Et de l'autre côté, si l'assistance sociale fait également défaut, ces enfants finissent à la rue. Quels doivent être les remèdes à proposer face à la situation des enfants orphelins de parents vivants ? L'adoption ? Le placement ? Une vraie épine dans le pied de ceux qui s'occupent des questions socio-humanitaires !

Le problème traité ici est celui de la conscience de parents bien vivants, mais qui refusent de s'occuper de leurs enfants en les excluant du cadre parental ou familial. En réalité, la paternité et la maternité responsables commencent au moment où l'homme et la femme s'unissent en une seule chair pour devenir parents. C'est un moment riche et spécialement significatif pour leurs relations interpersonnelles comme pour le service qu'ils rendent à la vie. Ainsi, ils deviennent parents en donnant la vie à un nouvel être vivant. Les deux dimensions de l'union conjugale sont l'union pour la procréation et pour l'éducation. Cela étant, les enfants dits orphelins de parents vivants ne devraient pas exister.

Finalement, on peut dire que les raisons de ce phénomène sont diverses, certaines connues, d'autres non. Au plan national, citons la loi Potignon de 2010 qui est claire sur la protection des enfants pour leur épanouissement. Et au plan international, l'Unicef n'a jamais cessé de multiplier des stratégies pour le devenir des enfants. Alors pourquoi ce phénomène honteux des enfants abandonnés par des parents bien vivants?

Faustin Akono

## CHALLENGE ENTREPRENEURIAL DU BASSIN DU CONGO

## Parfait-Anicet Kissita satisfait de l'initiative

L'ingénieur agronome Parfait-Anicet Kissita, l'un des lauréats du Challenge entrepreneurial du Bassin du Congo organisé par le Réseau international des Congolais de l'étranger (Rice) loue l'importance des initiatives de ce genre.

Les Dépêches de Brazzaville: En quoi consiste votre projet et comment avez-vous eu l'idée de vous inscrire au Challenge entrepreneurial du Bassin du Congo ?

PAK : Mon projet vise la transformation des fruits et légumes locaux en jus de fruits, confitures, en légumes marinés et épices moulues. L'idée de s'inscrire au challenge, c'est pour le développement de ce projet et la recherche des financements.

À quelles difficultés vous êtes-vous heurté pour votre candidature ?

C'est surtout avec le montage d'un business-plan que j'ai eu



Parfait-Anicet Kissita, l'un des lauréats du challenge organisé par le Rice. (© Adiac)

quelques difficultés, mais cette candidature a fait de moi un lauréat gagnant un montant de 50 000 euros, soit 32,5 millions FCFA.

Comment se sont passées les épreuves à Brazzaville ?

Il fallait faire preuve d'authenticité et montrer l'originalité de

son projet devant les membres du jury.

Qu'est ce que cette victoire au challenge apporte à votre projet ?

Le prix obtenu fera que nous pourrions améliorer nos conditions de travail, acquérir des équipements, avoir la maîtrise du fonds de roulement et autres.

Quel bilan tirez-vous de cette expérience ?

C'est une initiative louable. Après vingt ans passés dans l'agronomie, c'est la première fois que je vois de pareilles initiatives en République du Congo. Beaucoup de Congolais ont de bons projets, mais faute de financement nombre d'entre eux meurent. Cette initiative permet à tous les Congolais de croire en leur génie dans un pays où le chômage des jeunes bat son plein.

Séverin Ibara

## SECTEUR MARITIME

## Fin de la formation des gardes-côtes

Commencée le 25 novembre, la formation des gardes-côtes s'est achevée le 20 décembre à la base marine de Pointe-Noire en présence des colonels Jean Issaka et Charles Oyoko, respectivement chargé d'instruction de la zone militaire de défense n°1 et commandant du trente et unième groupement naval, accompagnés d'instructeurs américains.



La poignée de mains marquant la fin de la formation (© Adiac)

Pendant environ un mois, plus d'une dizaine de marins congolais ont été formés par des instructeurs américains sur les modules : officiers d'arraisonnement des gardes-côtes, et formation des formateurs des officiers d'arraisonnement des gardes-côtes.

« Dans le cadre du renforcement de la coopération entre les armées congolaise

et américaine, nous souhaitons que ce genre de formations se poursuivent pour l'encadrement des marins congolais », a déclaré le colonel Jean Issaka. Pour sa part, Filankembo Fortuné, major de la formation, a exhorté les marins participant à la formation à plus de dynamisme et d'ardeur pour les formations futures de ce genre : « Cette

formation n'est pas la dernière au profit des marins congolais, je demande à mes amis marins de donner le meilleur d'eux-mêmes pour se distinguer dans les formations futures du genre. »

La fin de la formation a été marquée par la distribution des attestations et des médailles aux participants.

S.I.



## JEUNESSE

## Inauguration du siège de l'Association initiative d'aide au développement

Le siège de l'association Initiative d'aide au développement (Aidd), situé dans le deuxième arrondissement, Mvou-Mvou, a été officiellement inauguré le 20 décembre, en présence d'Anatole Collinet Makosso, ministre de la Jeunesse et de l'Instruction civique, et de Ghislaine Mbanzy Ondze, promotrice de l'association, accompagnée des représentants du préfet et du maire de la ville.

Les locaux sont composés de quatre bureaux, d'une salle d'accueil, d'une salle de réunion, d'une salle informatique et d'un secrétariat. Dans son mot de circonstance, Ghislaine Mbanzy Ondze a présenté les projets de l'association pour l'année 2014, à savoir : ouvrir un centre de formation en informatique avec un accès gratuit pour les populations de Mvou-



Le ministre remettant un échantillon de jouet à la présidente de l'association (© Adiac). Mvou ; organiser le premier forum professionnelle, le forum des jeunes sur le diabète et l'hyper-

tension, la journée mondiale sur le tabac sur le thème : « jeunesse et tabac », la septième édition du Salon entreprise-emploi du Congo, entre autres. Cette cérémonie a été aussi l'occasion pour le ministre de remettre à l'Aidd des jouets à distribuer aux enfants du deuxième arrondissement pour Noël. Anatole Collinet Makosso a saisi cette opportunité pour rappeler aux membres de l'association et aux enfants du deuxième arrondissement les valeurs civiques que revêt l'hymne national de la République du Congo, La Congolaise. « Le ministère de la Jeunesse et de l'Instruction civique envisage de déléguer le service public à d'autres associations jugées crédibles à travers le pays pour l'accomplissement de plusieurs actions visant l'encadrement de la jeunesse comme des

stages, des colonies, des chantiers, des stages-vacances, l'apprentissage de la morale, la vulgarisation des valeurs et symboles de la République, etc. », a-t-il déclaré. Créée en février 2003 en France, l'association Initiative d'aide au développement a pour objectif principal de contribuer au développement durable des pays en voie de développement par la mise en œuvre de projets socio-éducatifs, sanitaires et environnementaux. Elle est enregistrée sous le numéro 0595040087 et régie par la loi du 1er juillet 1901, du décret du 16 août 1901. Depuis sa création, l'Aidd a déjà réalisé divers projets socio-économiques dans plusieurs pays en voie de développement comme Madagascar, le Burkina Faso et la République du Congo.

Séverin Ibara

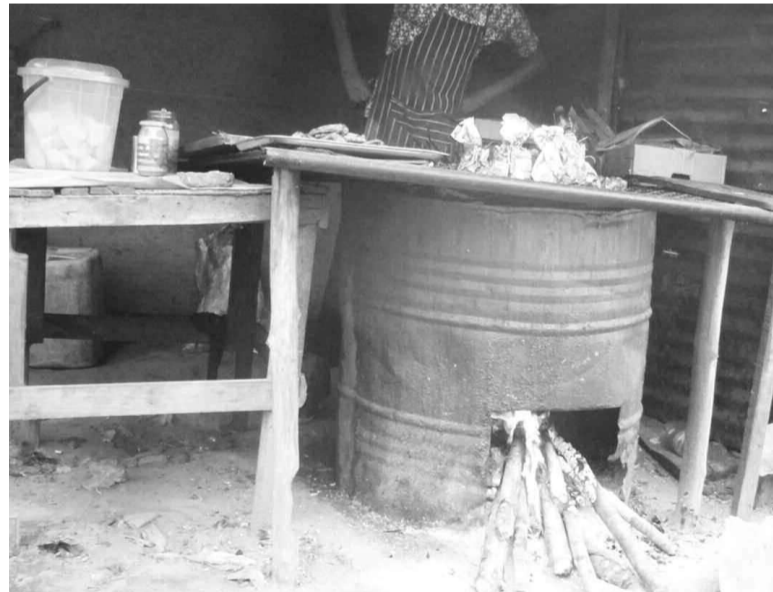
## INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Les restaurants de fortune pointés du doigt

« Bien que ces restaurants de fortune permettent aux bourses des plus démunies de satisfaire leurs besoins nutritionnels, de plus en plus de familles vivent en insécurité alimentaire en les fréquentant du fait que les règles d'hygiène ne sont jamais respectées dans ces temples de la cuisine », ont laissé entendre certaines personnes interrogées sur ce point le samedi 21 décembre par Les Dépêches de Brazzaville

des détritiques que survolent les mouches. » Un fait corroboré par la population.

Le constat est que dans la ville océane, de nombreuses personnes prennent leurs repas quotidiens hors de leurs familles, c'est-à-dire dans les restaurants de fortune. Malheureusement, il s'avère que la plupart du temps, la propreté des lieux n'est jamais au rendez-vous dans ces temples de la cuisine, ce qui inquiète d'ail-



Des restaurants de fortune (© Adiac)

Une grande partie de la population ponténégrine pense qu'il serait important que les services d'hygiène aient en permanence un regard sur les restaurants et cafétérias de fortune afin de leur permettre d'organiser et gérer leurs activités dans des conditions d'hygiène conformes à la réglementation, cela pour une alimentation saine et satisfaisante pour la clientèle. Érigés aux abords des routes et sur les places de marché (kiosques ou hangars en tôles), les restaurants de fortune n'ont généralement pas de cuisines internes : « Les repas sont préparés dehors, parfois à moins d'un mètre

leurs Florence Mounkala, qui pointe du doigt en premier lieu les restaurants de coupé-coupé (viande hachée). « Il est important que les propriétaires de ces restaurants commencent à respecter les règles élémentaires d'hygiène, car c'est de la vie des hommes qu'il s'agit. La plupart du temps, ces lieux sont immondes, crasseux », a-t-elle dit. Notons que d'après plusieurs personnes, ces restaurants dits de fortune pourraient avoir une place de choix dans le système alimentaire urbain s'ils étaient réglementés et respectaient les règles d'hygiène.

Prosper Mabonzo

## ENVIRONNEMENT

## L'ensablement des artères est bien visible

Les pluies qui ont commencé de tomber sur la ville n'ont pas encore provoqué de sinistres. Mais l'ensablement qui gagne les rues et avenues de Pointe-Noire risque d'entraîner de nouvelles difficultés.

Le phénomène s'accroît lors des chutes de pluie. Sable et boue sont drainés et se déposent sur les chaussées, les rétrécissant progressivement. L'avenue Bord-Bord Marien-Ngouabi, à proximité du centre des sapeurs-pompiers, au km4, est totalement ensablée : on a peine à voir si le bitume existe encore.

Alors que l'état des routes nécessiterait des travaux d'envergure, les

quelques artères qui sont construites ne sont pas entretenues. Le sable et la boue ont un impact sur la durée de vie des chaussées, creusant des nids-de-poule et des fissures par endroits. Les rares bonnes volontés qui se manifestent pour des opérations de désensablement manquent des matériels appropriés. Les jeunes qui s'emploient à nettoyer les caniveaux déposent le sable aux abords des avenues faute de moyens pour le transporter ailleurs et à la moindre pluie, il est entraîné sur la chaussée.

Que font les services d'assainissement ou d'entretien urbain ? Pen-

dant la saison sèche, période favorable pour désensabler les avenues, on n'a pas constaté d'ardeur de leur part ou de celle des chefs de quartiers qui devraient mobiliser la jeunesse sur ce genre de problèmes. Car il n'y a pas que la pluie, il y a aussi le vent qui transporte le sable du littoral et provoque des dépôts. Les accumulations sont accentuées par les reliefs et l'érosion et finissent par ensevelir les voies de communication.

Le problème de l'entretien des chaussées devient donc urgent à régler.

Faustin Akono

## FÊTES DE FIN D'ANNÉE

## Les marchands de jouets sont moroses

À quelques jours de la fête de Noël, les commerçants font grise mine. La plupart des jouets présentés sur les étals semblent ne pas bouger, car les acheteurs se font rares. Les marchands craignent le pire si cette tendance continue, car il faudra attendre l'année prochaine pour solder les invendus.

Au marché de la Liberté, non loin de la gare de Tié-Tié à Pointe-Noire, Jacqueline a la mine des mauvais jours. Depuis le 10 décembre, date à laquelle elle a ouvert son container de jouets commandés en Chine, elle n'en a même pas vendu la moitié. Les clients demandent les prix, mais n'achètent pas, arguant que les jouets coûtent trop cher. « La malchance s'abat sur moi. J'ai misé toutes mes économies sur ces fêtes en achetant trois containers de jouets. J'ai du mal à vendre la marchandise du seul container que j'ai pu dédouaner. Pour les deux autres restés au port, j'éprouve d'énormes difficultés à les faire sortir à cause de tracasseries douanières de toutes sortes. Le temps passe et ne joue pas en ma faveur : dans une semaine, il sera trop tard, je ne pourrai plus rien faire », explique-t-elle au bord des larmes. « Depuis que je vends des jouets, c'est la première année que je constate que les gens n'achètent pas. Peut-être attendent-ils d'avoir leur salaire ou le



dernier jour pour faire leurs emplettes, je ne sais pas. Ce qui est sûr par contre, c'est que les affaires sont très mal engagées pour nous, vendeurs de jouets au marché », témoigne Jean-Claude, vendeur au marché central de Pointe-Noire. Les acheteurs, de leur côté, estiment que les jouets coûtent trop cher et ils privilégient leur besoins prioritaires comme la nourriture. « Une poupée qu'on achète d'ordinaire 4 000 francs est vendue maintenant à 8 000 francs, le

double de son prix normal. Certains commerçants pensent à tort qu'en période de fêtes, on peut faire des dépenses sans limites. La mévente de certains jouets s'explique aussi par ce comportement visant à vouloir faire à tout prix des affaires en or pendant les fêtes sans tenir compte du portefeuille de l'acheteur. » Sur les tables et étals, ballons, poupées, vélo, voiturettes, etc. s'entassent en attendant des acheteurs qui se font rares.

Hervé Brice Mampouya



## COUPE DE LA CÉMAC

Le Gabon remporte la 8<sup>e</sup> édition

**Le pays a empoché la Coupe de la sous-région en prenant le dessus sur la Centrafrique, 2-0, dans une finale dédiée à la réconciliation et la paix en RCA.**

Les panthères du Gabon ont réalisé leur rêve de remporter, à domicile, l'édition 2013 de la coupe de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Le pays hôte, qui a eu du mal à maîtriser le jeu dans cette finale, a créé la surprise en ouvrant le score au premier quart d'heure grâce à Bonaventure Sokambi. Daniel Cousin a doublé la mise de retour des vestiaires. Le score n'a pas changé : 2-0 en faveur du pays organisateur. Le Gabon succède ainsi au Congo qui avait remporté la toute dernière disputée en 2010. Cette victoire a donc permis aux Panthères de renouer avec le sacre sous-régional, d'autant plus cela fait vingt-cinq ans que le Gabon ne s'était plus imposé dans cette compétition. En dehors, bien sûr, du sacre de 1985 et 1988 dans l'ancienne version de la compétition. Par ailleurs, la Centrafrique dont la participation à la compétition était incertaine n'a pas démerité pour autant puisqu'en quatre matches, elle n'a enregistré qu'une seule défaite qui n'est autre que la finale perdue devant

le Gabon. L'équipe a éliminé le Cameroun en demi-finale après avoir pris le dessus sur le Congo et le Tchad en matchs de poule dans le groupe B. Elle a donc terminé sa course à la deuxième marche du podium.

Les Diables rouges du Congo, quant à eux, ont occupé la troisième place. Ils ont battu les Lions indomptables du Cameroun en match de classement 2-1, grâce à un doublé de Kolo Lorry avant que l'équipe adverse ne réduise la marque à quinze minutes de la fin de la rencontre. Il faut attendre la 9<sup>e</sup> édition pour connaître l'équipe qui va succéder au Gabon, vainqueur de la 8<sup>e</sup> édition.

**Rominique Nerplat Makaya**



## TAEKWONDO

## Les experts internationaux disposés à former les athlètes congolais

**Plusieurs maîtres renommés de la discipline, dont Me John Cho, ancien entraîneur de l'équipe olympique américaine, ont exprimé au président de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae), Stanislas Mbys, leur disponibilité à élever le niveau technico-tactique des taekwondoïns du pays.**

La Fécotae se lance à la recherche d'une expertise internationale capable de mieux préparer les athlètes nationaux aux Jeux africains de 2015, outre les autres compétitions auxquelles ils peuvent se présenter. Ainsi, le président de la structure, Stanislas Mbys, a effectué un déplacement aux États-Unis dans l'objectif de nouer des partenariats avec les experts du pays. Il a donc rencontré, dans l'État de l'Ohio, l'ancien entraîneur de l'équipe olympique américaine, Me John Cho, ceinture dixième dan, avant d'échanger avec l'actuel directeur technique de ladite équipe, Me Patrice Romaric, à Washington.

À l'issue de ces échanges, Me John Cho s'est dit prêt à tout faire pour que le Congo bénéficie des faveurs de la Fédération internationale de taekwondo et du Comité olympique en matière de formations et de stages dédiés aux athlètes et aux entraîneurs.

Il a estimé que les taekwondoïns congolais pouvaient parvenir au niveau mondial pourvu que la qualité de la préparation soit améliorée. « Ne dis pas que tu ne peux

pas tant que tu n'as pas essayé », a-t-il rappelé au président de la Fécotae.

Par ailleurs, Stanislas Mbys et le directeur technique de l'équipe américaine ont discuté de la possibilité de former les taekwondoïns de la catégorie junior au

menu des échanges.

« J'ai effectué ce déplacement pour solliciter l'expertise de ces techniciens de haut niveau afin de préparer nos athlètes pour la conquête des médailles dans les compétitions auxquelles ils se présenteront », a déclaré Stanislas Mbys



Le président de la Fécotae en compagnie de Me John Cho (© DR).

centre de perfectionnement dirigé par ce dernier, puisqu'il a pour vocation de recevoir les athlètes de tous les horizons souhaitant parfaire leur technique. L'éventuelle participation des Congolais à US Open prévu en mars prochain était également au

qui a reçu trois médailles de distinction de la part de Me John Cho. Il a souligné que tous les efforts consentis par la Fécotae n'auront d'effets sur le terrain que si des moyens étaient mis à disposition.

**Rominique Nerplat Makaya**

## RÉFLEXION

## L'Europe à la croisée des chemins

On pouvait craindre que l'Union européenne, prise dans le double étau de la crise économique et de la crise financière, se délite brutalement et que l'euro, miné par l'inconscience des banques, implose soudainement. Mais il semble qu'au terme d'une réflexion collective d'autant plus sérieuse qu'elle fut discrète le bon sens soit près de l'emporter sur la déraison, le réalisme sur la passion. C'est du moins ce que l'on peut conclure des événements qui ont marqué les derniers mois de cette année 2013, particulièrement agitée sur le Vieux Continent. Trois faits majeurs semblent indiquer que l'Europe bouge dans le bon sens.

Le premier est la prise de conscience qu'aucun des vingt-huit pays membres de l'Union, pas même l'Allemagne, ne peut tirer seul son épingle du jeu. Étroitement imbriquées les unes dans les autres, leurs économies respectives sont désormais dépendantes les unes des autres au point que toute rupture entraînerait un effondrement

général. En témoigne l'aide collective apportée, non sans mal il est vrai, à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, qui ont permis à chacun de ces pays de sortir de l'ornière où il s'enfonçait.

Le deuxième fait majeur résulte de la découverte, ou plutôt de la redécouverte, que sans objectif politique l'Union européenne ne peut espérer devenir une puissance crédible. Face aux géants que sont la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, elle demeure un nain politique, ce qui lui enlève toute crédibilité dans la gestion des affaires mondiales. D'où le rapprochement qui s'opère très discrètement entre l'Allemagne et la France afin de redonner un sens à la construction européenne.

Le troisième fait majeur naît du constat qu'aucun pays européen n'est en mesure de participer seul à la gestion des crises qui se déroulent à proximité du Vieux Continent. Vécue au Moyen-Orient lors des guerres d'Irak, d'Afghanistan et, tout près de

nous, de Syrie, cette évidence s'impose au fil des jours en Afrique où la France découvre son incapacité à agir avec ses seules forces militaires pour venir en aide à ses partenaires menacés de sombrer dans le chaos qui l'appellent à l'aide.

La combinaison de ces trois faits devrait avoir pour résultat d'amener rapidement l'Europe à accomplir un pas en avant décisif sur la voie de son intégration. Mais il lui faudra pour cela mettre au préalable de l'ordre dans sa gouvernance que les responsables politiques ont abandonnée entre les mains de technocrates enfermés dans la tour de Babel qu'est devenue au fil du temps la Commission de Bruxelles. Et sur ce terrain, la bataille promet d'être rude étant donné les mauvaises habitudes prises par les centaines, les milliers d'hommes et de femmes qui vivent confortablement au sein de ce vaste fromage.

À ce point du raisonnement, nous ne saurions trop conseiller à Angela Mer-

kel et à François Hollande de prendre connaissance des rapports présentés il y a dix jours lors de la conférence sur le devenir de l'Union européenne organisée à Paris par l'Institut Robert-Schuman pour l'Europe que dirige le Père Maurice Rieutord sj. Ils seront édifiés par ce qu'ils liront et pour peu qu'ils aient le courage d'en tirer les conclusions, ils s'attacheront à remettre le Vieux Continent sur la voie que ses pères fondateurs avaient choisie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

À un peu plus de trois mois du sommet Afrique-Europe qui se tiendra à Bruxelles pour examiner l'évolution des relations entre les deux continents, une telle réflexion s'impose de façon évidente. Les chefs d'État africains ne prendront certainement pas de gants, en effet, pour dire aux dirigeants européens ce qu'ils pensent du comportement présent de l'Union à l'égard des peuples que leurs nations ont soumis et exploités sans frein pendant des siècles.

**Jean Paul Pigasse**